



STATISTIQUES 2017-2018
XVème législature
(1^{er} octobre 2017 – 30 septembre 2018)

LISTE DES SIGLES, ABREVIATIONS ET SIGNES

COMMISSIONS PERMANENTES

AFET	Commission des affaires étrangères.
CULT	Commission des affaires culturelles et de l'éducation.
DEF	Commission de la défense nationale et des forces armées.
DEVE	Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.
ECO	Commission des affaires économiques.
FIN	Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire.
LOIS	Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.
SOC	Commission des affaires sociales.

GROUPES POLITIQUES

LaREM	La République en Marche
LR	Les Républicains
MODEM	Mouvement Démocrate et apparentés
UDI-AGIR	UDI, Agir et Indépendants
SOC	Socialistes et apparentés
FI	La France insoumise
GDR	Gauche démocrate et républicaine
NI	Députés non inscrits

DIVERS

adt(s)	Amendement(s).
al.	Alinéa.
Art.	Article.
A.V.	Abstention volontaire.
C.	Constitution : exemple « Art. 49. al. 3. C. » signifie article 49, alinéa 3, de la Constitution.
CEC	Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques.
Cion	Commission.
CMP	Commission mixte paritaire.
DC	Décision du Conseil constitutionnel portant sur la conformité à la Constitution des dispositions législatives ou des engagements internationaux (application de l'art. 61 ou de l'art. 54 de la Constitution).
Gvt	Gouvernement.
J.O.	Journal officiel (Lois et décrets).
J.O. AN	Journal officiel débats de l'Assemblée nationale.
L.	Appréciation par le Conseil constitutionnel de la nature juridique des textes de forme législative (application de l'art. 37. al. 2 de la Constitution).
LD	Lecture définitive.
L.O.	Loi organique.
NL	Nouvelle lecture.
PA	Procédure accélérée
PAC	Projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne soumis au Parlement (art. 88-4 de la Constitution).
Pj. AN	Projet de loi déposé en premier lieu à l'Assemblée nationale.
Pj. S.	Projet de loi déposé en premier lieu au Sénat.
Pn	Proposition de loi.
QG	Questions au Gouvernement
QOSD	Questions orales sans débat
R	Règlement de l'Assemblée nationale.
rect.	Rectifié.
SE	Secrétariat d'État.

SIGNES

-	Néant.
///	Impossibilité juridique ou pratique.

SOMMAIRE

1. Composition de l'Assemblée nationale	10
1.1. Répartition géographique des sièges	10
1.2. Effectifs des groupes	10
1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale	12
1.3.1. <i>Remplacement de députés</i>	12
1.3.2. <i>Ministres reprenant leur mandat de député</i>	12
1.3.3. <i>Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales</i>	12
1.3.4. <i>Élections partielles</i>	12
1.3.5. <i>Sièges vacants au 30 septembre 2018</i>	12
1.4. Âge, profession et autres mandats des députés	13
1.4.1. <i>Répartition par tranche d'âge et par groupe</i>	13
1.4.2. <i>Moyenne d'âge par groupe</i>	14
1.4.3. <i>Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle</i>	15
1.4.4. <i>Nombre de mandats de députés</i>	16
1.5. <i>Contestations d'opérations électoral</i>	17
1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement	17
1.7. Immunités parlementaires	17
1.7.1. <i>Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté</i>	17
1.7.2. <i>Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite</i>	17
1.7.3. <i>Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C</i>	17
1.8. Incompatibilités parlementaires	18
2. Bilan d'activité.....	20
2.1. Congrès du Parlement	20
2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale	20
2.2.1. <i>Sessions et séances publiques</i>	20

2.2.2. <i>Impressions parlementaires</i>	21
2.3. Commissions permanentes et spéciales.....	22
2.3.1. <i>Travaux des commissions</i>	22
2.3.2. <i>Répartition des rapporteurs par groupe</i>	25
2.3.3. <i>Auditions des commissions sur des nominations</i>	26
2.4. Commission des affaires européennes.....	26
2.4.1. <i>Travaux de la commission des affaires européennes</i>	26
2.4.2. <i>Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution</i>	26
2.4.3. <i>Textes soumis en application de l'article 88-6 de la Constitution</i>	26
2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques	27
2.6. Délégations et offices parlementaires.....	27
2.6.1. <i>Délégations de l'Assemblée nationale</i>	27
2.6.2. <i>Offices parlementaires</i>	27
2.6.3. <i>Activités parlementaires internationales</i>	27
2.7. Commissions d'enquête	27
3. Examen des textes.....	29
3.1. Projets et propositions de loi	29
3.1.1. <i>Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2017</i>	29
3.1.2. <i>Textes déposés</i>	29
3.1.3. <i>Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2018</i>	30
3.1.4. <i>Textes en instance de lecture au 30 septembre 2018</i>	31
3.1.5. <i>Récapitulatif des textes pris en compte</i>	31
3.1.6. <i>Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive</i>	32
3.2. Propositions de résolution	33
4. Eléments de procédure.....	36
4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour.....	36
4.1.1. <i>Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.</i>	36

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3C	37
4.1.3. Session ordinaire - Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al.3C)	38
4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al.4C.....	39
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire en application de l'article 48, al 5C.	40
4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)	42
4.4. Temps législatif programmé (art.49-5 R.).....	42
4.4.1. Temps global alloué	42
4.4.2. Part du temps utilisé par groupe	42
4.5. Motions de procédure (art. 91R., 122 R. et 128 R.)	43
4.6. Seconde délibérations	43
4.7. Commissions mixtes paritaires	44
4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire	44
4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires	44
4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure	46
4.7.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure	46
4.8. Amendements	47
4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique	47
4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance	49
4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session.....	50
4.9. Votes bloqués	52
4.10. Scrutins publics	52
4.11. Incidents de séance	53
4.12. Décisions du Conseil constitutionnel	53
5. Déclarations et débats	55

6. Engagements de responsabilité et censure	57
6.1. Engagements de responsabilité du Gouvernement.....	57
6.2. Motions de censure.....	57
7. Questions	59
7.1. Questions orales	59
7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement	59
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (12 séances).....	60
7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle	61
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses	62
7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées	64
Annexe I.....	67
<i>Modifications à la composition de l'Assemblée nationale</i>	67
Annexe II.....	69
<i>Missions temporaires confiées par le Gouvernement</i>	69
Annexe III	74
<i>Commissions élargies.....</i>	74
Annexe IV	75
<i>Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)</i>	75
<i>Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS).....</i>	75
<i>Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes</i>	76
<i>Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement</i>	78
Annexe V	79
<i>Demandes de consultation des commissions sur des nominations.....</i>	79
Annexe VI	81
<i>Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution ..</i>	81
Annexe VII.....	82
<i>Liste des commissions d'enquête (créées sur la période)</i>	82

<i>Travaux des commissions d'enquête</i>	83
<i>Annexe VIII.....</i>	84
<i>Propositions de loi Assemblée nationale rejetées</i>	84
<i>Proposition de loi Sénat rejetée</i>	84
<i>Propositions de loi Assemblée nationale renvoyées en commission</i>	85
<i>Annexe IX</i>	86
<i>Liste chronologique des lois promulguées</i>	86
<i>Annexe X</i>	93
<i>Textes examinés en application de l'article 29 C.</i>	93
<i>Textes examinés en application de l'article 48 C.</i>	95
<i>Semaine de l'Assemblée</i>	99
<i>Annexe XI</i>	104
<i>Annexe XII</i>	105
<i>Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2017-2018....</i>	105
<i>Annexe XIII.....</i>	109
<i>Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée.....</i>	109
<i>Annexe XIV</i>	112
<i>Commissions mixtes paritaires.....</i>	112
<i>Annexe XV</i>	119
<i>Liste chronologique des scrutins</i>	119
<i>Annexe XVI</i>	122
<i>Décisions du Conseil Constitutionnel</i>	122
<i>Annexe XVII</i>	126
<i>Déclarations et débats.....</i>	126
<i>Annexe XVIII.....</i>	128
<i>Engagements de responsabilité et censure (article 49 de la Constitution)</i>	128
<i>Annexe XIX</i>	129
<i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	129

Annexe XX.....	131
<i>Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites</i>	131

1.

COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1. Composition de l'Assemblée nationale

1.1. Répartition géographique des sièges

Départements métropolitains	539
Départements d'outre-mer	19
Nouvelle-Calédonie et collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 C	8
Français établis hors de France	11
TOTAL	577

1.2. Effectifs des groupes

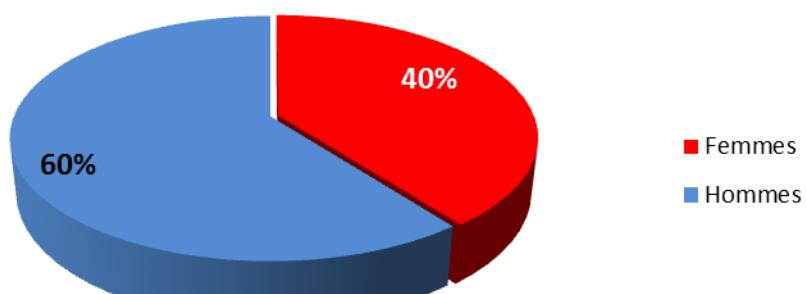
Groupes	Au 1 ^{er} octobre 2017			Au 30 septembre 2018		
	Membres	Apparentés	Total	Membres	Apparentés	Total
La République en Marche	309	4	313	309	2	311
Les Républicains	95	5	100	99	4	103
Mouvement Démocrate et apparentés	43	4	47	40	6	46
UDI, Agir et Indépendants	34	1	35	31	1	32
Socialistes et apparentés	28	3	31	26	4	30
La France insoumise	17	0	17	17	0	17
Gauche démocrate et républicaine	16	0	16	16	0	16
Total des groupes	542	17	559	538	17	555
Députés non inscrits	///	///	18	///	///	21
Total des sièges pourvus			577⁽¹⁾			576⁽²⁾
Sièges vacants	///	///	0	///	///	1
Total des sièges			577			577

¹ Dont 226 femmes : 151 LaREM, 23 LR, 17 MODEM, 8 UDI-AGIR, 12 SOC, 7 FI, 3 GDR, 5 non inscrites.

² Dont 228 femmes : 150 LaREM, 24 LR, 17 MODEM, 7 UDI-AGIR, 13 SOC, 7 FI, 4 GDR, 6 non inscrites.

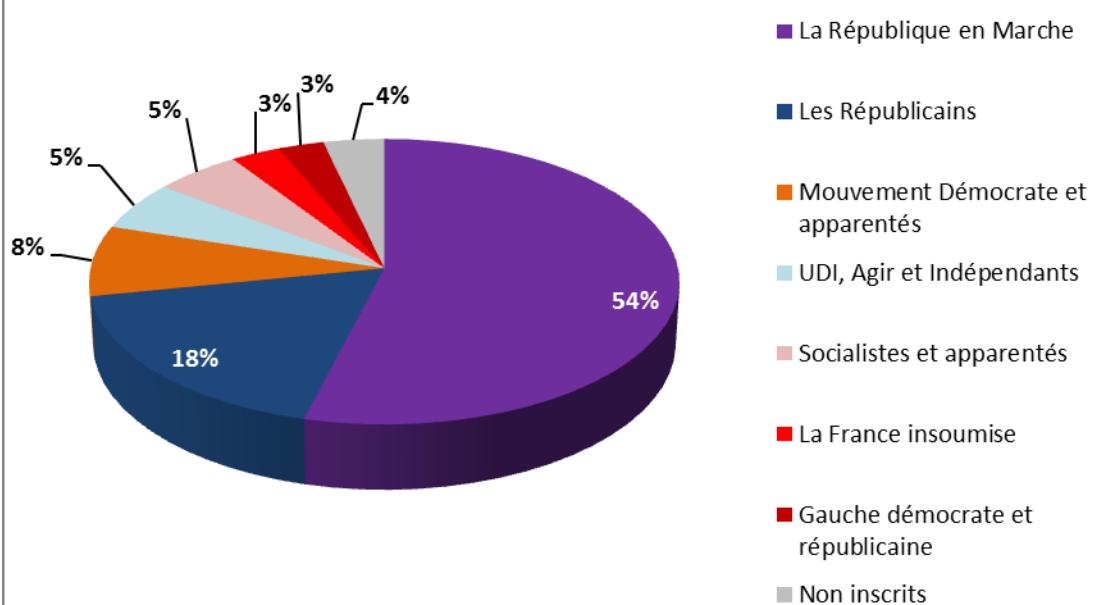
Répartition des députés par sexe

(au 30 septembre 2018)



Répartition des députés par groupe politique

(au 30 septembre 2018)



1.3. Modifications à la composition de l'Assemblée nationale⁽³⁾

1.3.1. Remplacement de députés

Après :

– décès	0
– nomination à des fonctions ministérielles	1
– nomination au Conseil constitutionnel	0
– prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire	0

1.3.2. Ministres reprenant leur mandat de député **0**

1.3.3. Parlementaires nommés au Gouvernement ayant renoncé à leurs fonctions gouvernementales **0**

1.3.4. Élections partielles **9**

(Art. L.O. 178 du code électoral)

Après :

– annulation d'opérations électorales	8
– démission d'office	1
– démission volontaire	-
– autre (décès du suppléant)	-

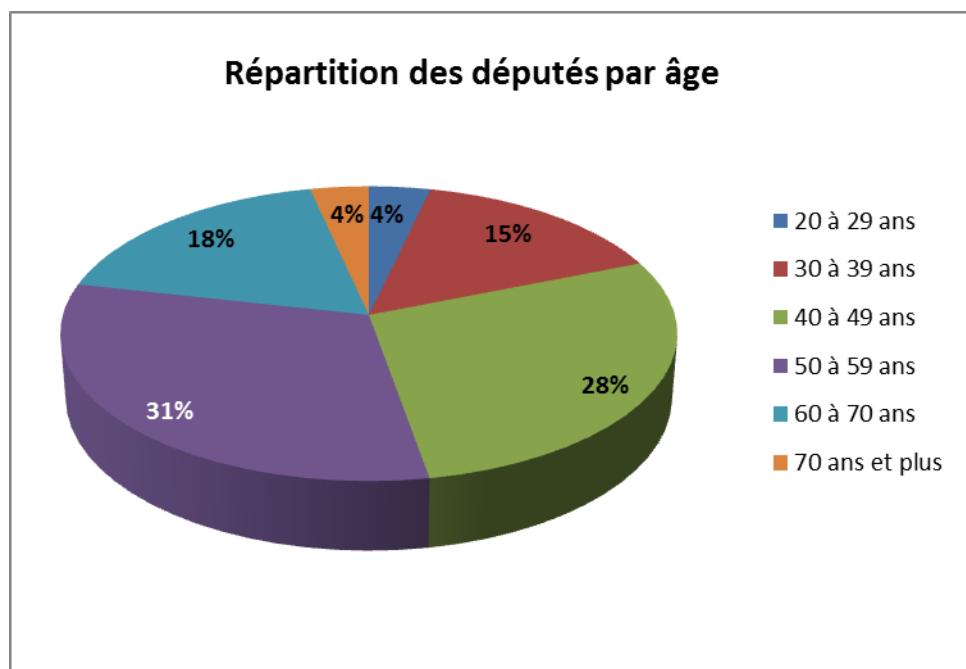
1.3.5. Sièges vacants au 30 septembre 2018 **1**

³ Voir annexe I.

1.4. Âge, profession et autres mandats des députés

1.4.1. Répartition par tranche d'âge et par groupe

Désignation	LaREM	LR	MODÈM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI	Total
De 20 à 24 ans	-	-	-	-	-	-	-	1	1
De 25 à 29 ans	14	2	1	-	-	3	-	-	20
De 30 à 34 ans	31	8	-	2	-	-	-	-	41
De 35 à 39 ans	38	3	2	-	-	2	1	1	47
De 40 à 44 ans	47	6	5	4	1	4	1	2	70
De 45 à 49 ans	52	13	9	3	5	2	4	5	93
De 50 à 54 ans	50	16	6	7	7	3	1	5	95
De 55 à 59 ans	36	22	7	9	5	2	3	1	85
De 60 à 64 ans	28	18	11	5	6	-	2	3	73
De 65 à 69 ans	8	7	3	1	7	1	4	-	31
70 ans et plus	6	8	2	1	-	-	-	3	20
Total	311	103	46	32	30	17	16	21	576



1.4.2. Moyenne d'âge par groupe

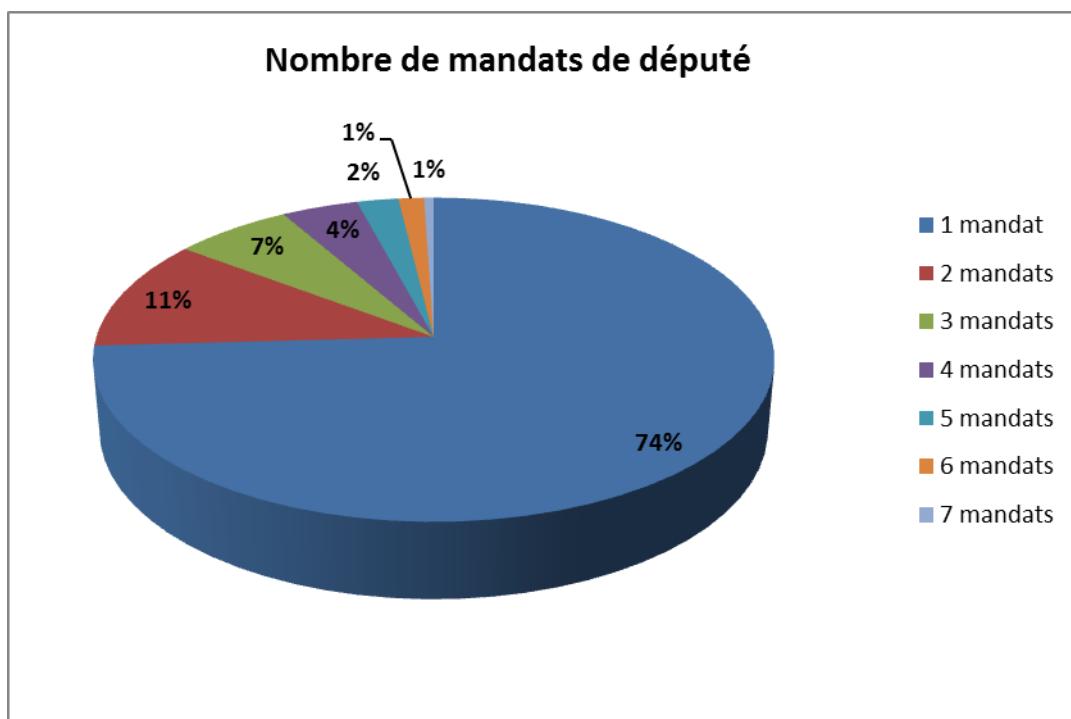
Groupes	Âge moyen
La République en Marche	47 ans
Les Républicains	53 ans et 8 mois
Mouvement Démocrate et apparentés	53 ans et 11 mois
UDI, Agir et Indépendants	52 ans et 11 mois
Socialistes et apparentés	56 ans et 10 mois
La France insoumise	44 ans et 7 mois
Gauche démocrate et républicaine	55 ans et 7 mois
Non inscrits	51 ans et 11 mois
Moyenne générale	49 ans et 11 mois

1.4.3. Répartition des députés par catégorie socio-professionnelle

Professions	LaREM	LR	MODÈM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI	Total
Agriculteurs exploitants	3	7	1	2	1	-	-	-	14
Anciens agriculteurs exploitants	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	-	2	-	-	-	-	-	4
Anciens cadres et professions intermédiaires	10	4	2	1	2	-	1	-	20
Anciens employés et ouvriers	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Artisans	3	-	-	-	-	-	-	-	3
Cadres d'entreprise	88	23	10	8	9	1	1	4	144
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	82	28	12	9	13	8	5	5	162
Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus	19	5	4	3	-	-	-	1	32
Commerçants et assimilés	16	1	-	2	-	-	-	-	19
Contremaîtres, agents de maîtrise	-	-	1	-	-	-	-	-	1
Employés administratifs d'entreprise	4	1	1	-	-	-	3	-	9
Employés de commerce	4	-	-	-	-	1	-	-	5
Employés de la fonction publique	6	-	1	-	-	2	1	-	10
Inactifs divers (autres que retraités)	2	-	-	1	-	-	-	-	3
Ouvriers agricoles	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Ouvriers qualifiés	-	-	-	-	-	1	-	-	1
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2	-	1	-	-	1	1	1	6
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	18	2	2	1	1	2	3	-	29
Professions libérales et assimilés	47	23	7	5	3	1	-	6	92
Sans profession déclarée	3	9	2	-	1	-	1	2	18
Total	311	103	46	32	30	17	16	21	576

1.4.4. Nombre de mandats de député

Nombre de mandats de député	LaREM	LR	MODÈM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI
1 mandat	282	40	45	14	6	17	10	13
2 mandats	22	20	1	4	11	0	3	3
3 mandats	5	15	0	4	10	0	0	3
4 mandats	2	11	0	7	2	0	1	1
5 mandats	0	9	0	1	0	0	2	1
6 mandats	0	6	0	2	0	0	0	0
7 mandats	0	2	0	0	1	0	0	0



1.5. Contestations d'opérations électorales ⁽⁴⁾

Requêtes	Nombre	Total des sièges concernés
Saisines au cours de la période	359	45
Requêtes :		
• devenues sans objet	4	2
• rejetées	4	6
• suivies d'annulation	0	2
• inéligibilités	288	63

1.6. Missions temporaires confiées par le Gouvernement ⁽⁵⁾

Missions confiées au cours de la période	35
Missions en cours au 30 septembre 2018	17

1.7. Immunités parlementaires

1.7.1. Demandes d'autorisation de mesures privatives ou restrictives de liberté

Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	2 ⁽⁶⁾
--	------------------

1.7.2. Demandes de suspension de la détention ou de la poursuite

Décisions de l'Assemblée nationale	0
------------------------------------	---

1.7.3. Activité de la commission chargée de l'application de l'article 26 C

Cette commission ne s'est pas réunie durant la période couverte par ce recueil.

⁴ Voir annexe XVI.

⁵ Voir annexe II.

⁶ Le Bureau, réuni le 8 novembre 2017 a autorisé la levée de l'immunité de Mme Marine Le Pen (mandat de comparution) et réuni le 11 juillet 2018 a autorisé la levée de l'immunité de M. Thierry Solère (audition sous le régime de la garde à vue).

1.8. Incompatibilités parlementaires

Décisions du Conseil constitutionnel

2⁽⁷⁾

⁷ Décision n° 2018-391 du 29 juin 2018 : demande tendant à apprécier si Mme Michèle Tabarot se trouve dans un cas d'incompatibilité (incompatibilité) ; décision n° 2018-401 du 29 novembre 2018 : situation de M. Philippe Gomès au regard du régime des incompatibilités parlementaires (incompatibilité).

2.

BILAN D'ACTIVITÉ

2. Bilan d'activité

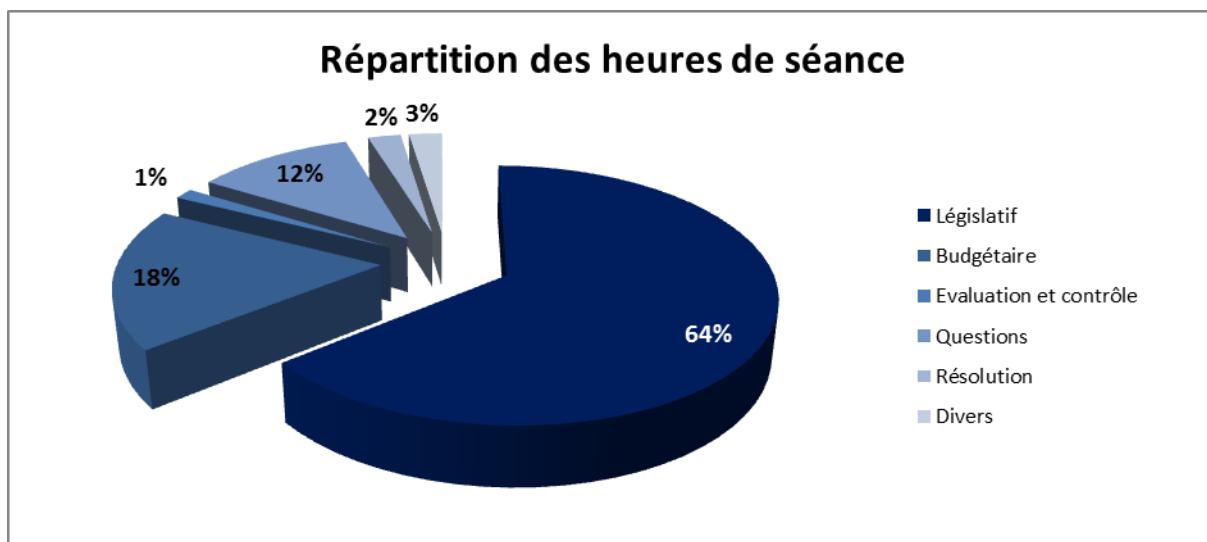
2.1. Congrès du Parlement

Le Parlement a été réuni en Congrès le mardi 9 juillet 2018 pour une déclaration du Président de la République, suivie d'un débat sans vote.

2.2. Activité générale de l'Assemblée nationale

2.2.1. Sessions et séances publiques

SESSIONS	SÉANCES			RÉPARTITION DE LA DURÉE TOTALE					
	Nombre de jours de séance	Nombre de séances	Durée totale	Débats législatifs	Débats budgétaires	Évaluation et contrôle ⁽⁸⁾	Questions	Résolutions	Divers
Session ordinaire du 1er octobre 2017 au 30 septembre 2018	161	356	1 428 h 10	917 h 52	258 h 35	19 h 55	163 h 20	34 h 05	34 h 23



⁸ Dont déclarations, motions de censure et débats.

2.2.2. Impressions parlementaires

Documents	Non budgétaires		Budgétaires		Total	
	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages	Nombre de documents	Nombre de pages
Projets de loi	130	7 818	26	2 454	156	10 272
Propositions de loi	688	9 315	-	-	688	9 315
Propositions de résolution	144	2 501	-	-	144	2 501
Rapports législatifs ⁽⁹⁾	121	14 118	83	4 582	204	18 700
Avis	48	3 538	71	4 767	119	8 305
Rapports d'information ⁽¹⁰⁾	130	19 984	-	-	130	16 984
Autres rapports ⁽¹¹⁾	23	4 822	-	-	23	4 822
Totaux	1 284	59 096	180	11 803	1 464	70 899

⁹ Rapports sur les projets, propositions de loi et propositions de résolution.

¹⁰ Rapports d'information des commissions permanentes, du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques, des délégations et des missions d'information.

¹¹ Rapports déposés par les offices et, le cas échéant, les commissions d'enquête, la commission des immunités ou les assemblées européennes et euro-atlantiques.

2.3. Commissions permanentes et spéciales

2.3.1. Travaux des commissions⁽¹²⁾

- Réunions

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale ⁽¹³⁾	Total
Nombre	64	117	96	98	78	84	162	132	45	876
Durée	123 h 05	266 h 30	180 h 45	204 h 15	136 h 15	147 h 55	278 h 30	244 h 05	107 h 15	1 688 h 35
<i>dont examen budgétaire</i>	<i>8 h 45</i>	<i>6 h 45</i>	<i>13 h 25</i>	<i>10 h 35</i>	<i>8 h 20</i>	<i>9 h 40</i>	<i>110 h 40</i>	<i>1 h 20</i>	-	<i>169 h 30</i>
<i>dont commission élargie⁽¹⁴⁾</i>	<i>6 h 55</i>	<i>16 h 10</i>	<i>19 h 05</i>	<i>8 h 20</i>	<i>7 h 35</i>	<i>7 h 45</i>	<i>58 h 25</i>	<i>12 h 20</i>	-	<i>58 h 25</i>
Personnes auditionnées										
Membres du Gouvernement	9	7	16	8	6	6	62 ⁽¹⁵⁾	10	6	130
Autres personnalités	34	128	50	74	112	118	90	31	25	662
Total des auditions	43	135	66	82	118	124	152	41	31	792

- Examen des textes

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Textes renvoyés en première lecture :										
Projets de loi	5	2	34 ⁽¹⁶⁾	9	1	1	11	14	2 ⁽¹⁷⁾	80
Propositions de loi	38	56	-	103	15	37	29	206	-	484
Propositions de résolution ⁽¹⁸⁾	2	15	5	11	3	8	2	18	-	64
<i>dont propositions européennes</i>	0	3	-	2	1	2	1	-	-	9
Total des textes renvoyés	45	73	39	123	19	46	42	238	2	627
Textes adoptés définitivement :										
Projets de loi	2	0	28 ⁽¹⁹⁾	6	1	3	6	10	1 ⁽²⁰⁾	57
Propositions de loi	2	-	-	2	-	-	-	8	-	12
Propositions de résolution ⁽¹⁰⁾	-	4	-	1	1	3	1	1	-	11
<i>dont propositions européennes</i>	-	4	-	1	1	2	1	-	-	9
Total des textes adoptés définitivement	4	4	28	9	2	6	7	19	1	80

¹² Pour les travaux de la MECSS, les missions d'information communes et les missions d'information créées par la Conférence des Présidents, voir annexe IV.

¹³ Commission spéciale sur la croissance et la transformation des entreprises et commission spéciale sur la société de confiance.

¹⁴ Voir annexe III.

¹⁵ Dont 32 dans le cadre des réunions des commissions élargies.

¹⁶ Dont 34 conventions.

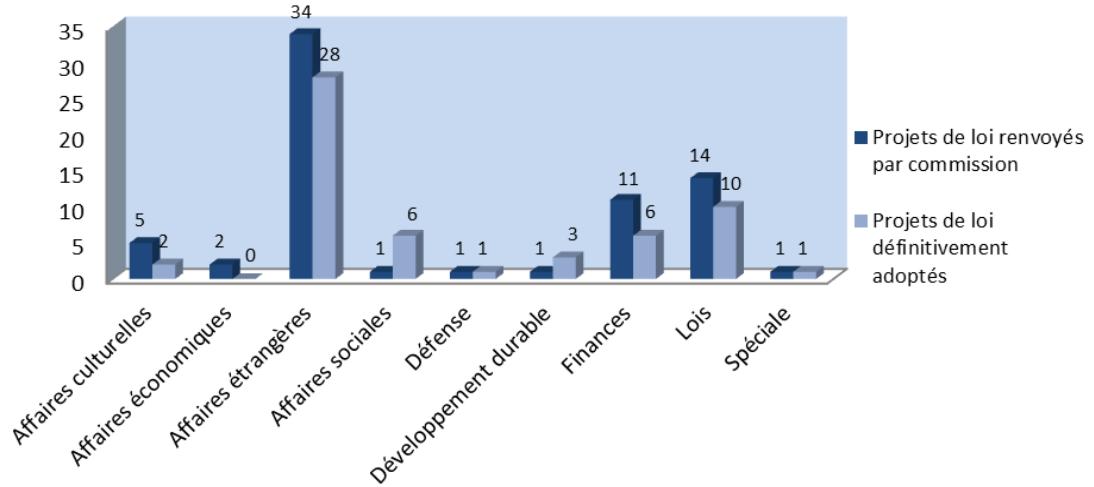
¹⁷ Commission spéciale sur la croissance et la transformation des entreprises et commission spéciale sur la société de confiance.

¹⁸ Hors propositions de résolution déposées en application de l'article 34-1 de la Constitution.

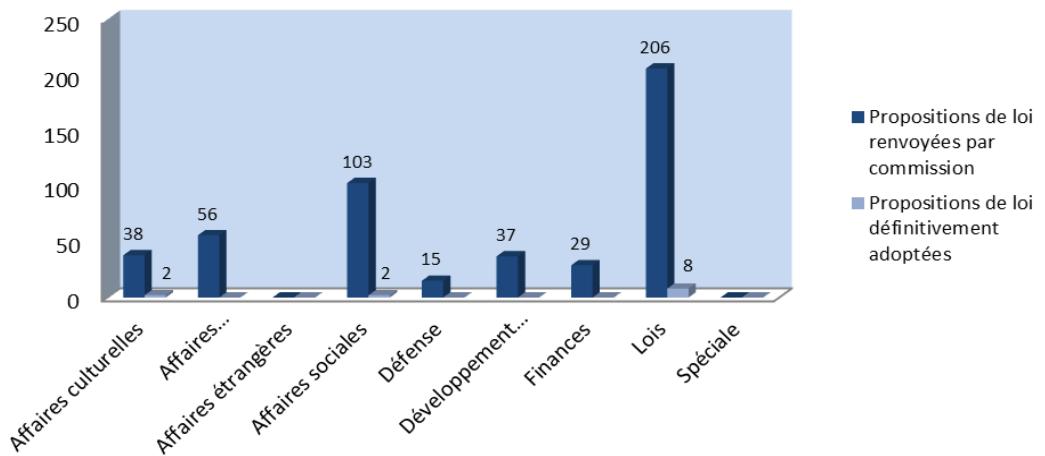
¹⁹ Dont 28 conventions.

²⁰ Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi pour un État au service d'une société de confiance.

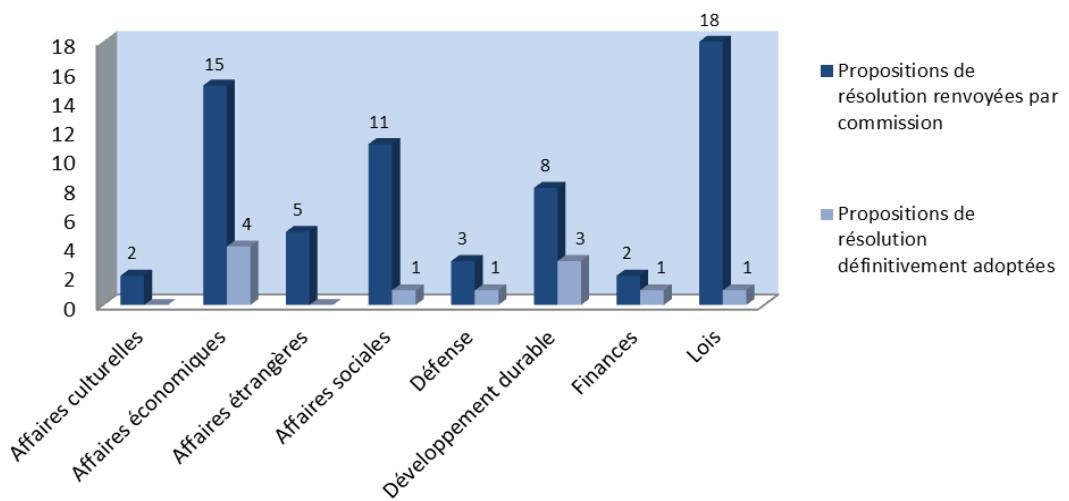
Projets de loi par commission



Propositions de loi par commission



Propositions de résolution par commission



- Rapports et avis

	CULT	ECO	AFET	SOC	DEF	DEVE	FIN	LOIS	Spéciale	Total
Rapports déposés										
En première lecture :										
sur des projets de loi	2	2	26	3	1	1	7	10	2	54
sur des propositions de loi	7	4	-	12	1	1	1	15	-	41
sur des propositions de résolution	-	6	-	2	-	3	1	2	-	14
<i>dont propositions européennes</i>	-	3	-	-	-	2	1	-	-	6
Total des rapports déposés en 1^{ère} lecture	9	12	26	17	2	5	9	27	2	109
<i>dont rapports conjoints</i>	-	-	-	1	-	-	1	1	1	4
En lectures suivantes :										
sur des projets de loi	-	1	-	3	-	2	9	3	2	20
sur des propositions de loi	-	-	-	-	-	-	-	4	-	4
Total des rapports déposés en lectures suivantes	-	1	-	3	-	2	9	7	2	24
Total des rapports toutes lectures	9	13	26	20	2	7	18	34	4	133
<i>Annexes au rapport général</i>	-	-	-	-	-	-	44	-	-	44
Avis										
sur le PLF de l'année	10	14	10	5	9	10	-	10	-	68
sur d'autres PLF et PLFSS	-	-	-	-	-	-	1	-	-	1
sur des projets de loi	2	4	2	4	-	3	3	4	-	22
sur des propositions de loi	-	1	-	-	-	-	-	1	-	2
sur des propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont propositions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	12	19	12	9	9	13	4	15	-	93
Rapports d'information	3	2	5	4	4	3	4	5	-	30
<i>dont rapports d'application (art. 145, al. 7)</i>	2	1	-	2	-	2	-	1	-	8
<i>dont rapports d'information budgétaire (art. 146)</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

2.3.2. Répartition des rapporteurs par groupe

2.3.2.1. Textes non budgétaires⁽²¹⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	MODEM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI	Total
Commissions saisies au fond (toutes lectures)									
- projets de loi	69	4	8	2	2	1	1	-	87
- propositions de loi	14	9	8	7	4	4	5	-	51
- propositions de résolution (hors européennes)	5	1	-	1	-	-	1	-	8
- propositions de résolutions européennes	7	-	-	-	-	-	-	-	7
Total	95	14	16	10	6	5	7	-	153
Commissions saisies pour avis (toutes lectures)									
- projets de loi	22	-	-	-	-	-	-	-	22
- propositions de loi	2	-	-	-	-	-	-	-	2
- propositions de résolution	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont résolutions européennes</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	24	-	-	-	-	-	-	-	24

2.3.2.2. Textes budgétaires

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	MODEM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI	Total
Commission des finances									
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	4	-	-	-	-	-	-	-	4
- rapporteur général (lectures suivantes)	9	-	-	-	-	-	-	-	9
- rapporteurs spéciaux	35	9	5	2	2	1	1	-	55
Commission des affaires sociales									
- rapporteur général (1 ^{ère} lecture)	1	-	-	-	-	-	-	-	1
- rapporteur général (lectures suivantes)	2	-	-	-	-	-	-	-	2
Autres commissions (avis)									
- sur la loi de finances annuelle	36	12	6	4	3	-	2	-	63
- sur les autres lois de finances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- sur la loi de financement de la sécurité sociale (finances)	1	-	-	-	-	-	-	-	1

²¹ Hors projets de loi de finances et projets de loi de financement de la sécurité sociale.

2.3.2.3. Rapports d'information⁽²²⁾

Rapporteurs ayant déposé leur rapport	LaREM	LR	MODEM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI	Total
- Rapports d'information des commissions permanentes	20	3	3	2	2	-	-	-	30
<i>dont rapports d'information budgétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>dont rapports d'application</i>	3	1	2	1	1	-	-	-	8

2.3.3. Auditions des commissions sur des nominations⁽²³⁾ 12

2.4. Commission des affaires européennes

2.4.1. Travaux de la commission des affaires européennes

Réunions		Auditions		Nombre de textes		
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres personnalités	Rapports déposés	Textes examinés en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution	Propositions de résolution déposées
48	74 h 10	9	29	18	1 195	10

2.4.2. Textes soumis en application de l'article 88-4 de la Constitution⁽²⁴⁾

Textes déposés durant la période 1 087

Textes examinés durant la période 1 057

2.4.3. Textes soumis en application de l'article 88-6 de la Constitution⁽²⁵⁾

Textes déposés durant la période 154

Textes examinés durant la période 138

²² Ce tableau recense les rapporteurs d'information des huit commissions permanentes, à l'exclusion des données relatives aux missions d'informations communes à plusieurs commissions, à la mission d'évaluation et de contrôle ainsi qu'à la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale qui sont présentées à l'annexe IV du présent recueil.

²³ Voir annexe V.

²⁴ Voir annexe VI.

²⁵ Voir annexe VI.

2.5. Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
8	11 h 05	-	2	5

2.6. Délégations et offices parlementaires

2.6.1. Délégations de l'Assemblée nationale

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation	18	22 h 25	2	21	2
Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes	44	61 h 20	6	99	9
Délégation aux outre-mer	17	29 h	4	16	5

2.6.2. Offices parlementaires

Organismes	Réunions		Auditions		Nombre de rapports déposés
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres Personnalités	
Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques	22	57 h 25	-	75	4

2.6.3. Activités parlementaires internationales

	Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe	Assemblée parlementaire de l'OSCE	Assemblée parlementaire de l'OTAN	Assemblée parlementaire de la francophonie	Union interparlementaire
Rapports déposés	4	-	-	-	1

2.7. Commissions d'enquête⁽²⁶⁾

- Commissions constituées durant la période 6
- Rapports déposés durant la période 6

²⁶ Voir annexe VII.

3.

EXAMEN DES TEXTES

3. Examen des textes

3.1. Projets et propositions de loi

3.1.1. Textes en instance de lecture au 1^{er} octobre 2017

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale au 1 ^{er} octobre 2017	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat ⁽²⁷⁾	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	13	9	22
en instance de lectures suivantes	0	0	0
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	13	9	22
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	// ⁽²⁸⁾	69	69
en instance de lectures suivantes	1	4	5
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	1	73	74

Textes en instance de lecture au Sénat au 1 ^{er} octobre 2017	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	6	//	6
en instance de lectures suivantes	0	1	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	6	1	7
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	40	//	40
en instance de lectures suivantes	1	5	6
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	41	5	46

3.1.2. Textes déposés entre le 1^{er} octobre 2017 et le 30 septembre 2018

Textes déposés à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi déposés :			
en première lecture	58	22	80
en lectures suivantes	34	1	35
retraits	-	-	-
Nombre total de projets de loi déposés sur la session	92	23	115
Propositions de loi déposées :			
en première lecture	461	26	487
en lectures suivantes	11	-	11
retraits	-4	-	-4
Nombre total de propositions de loi déposées sur la session	468	26	494 ⁽²⁹⁾

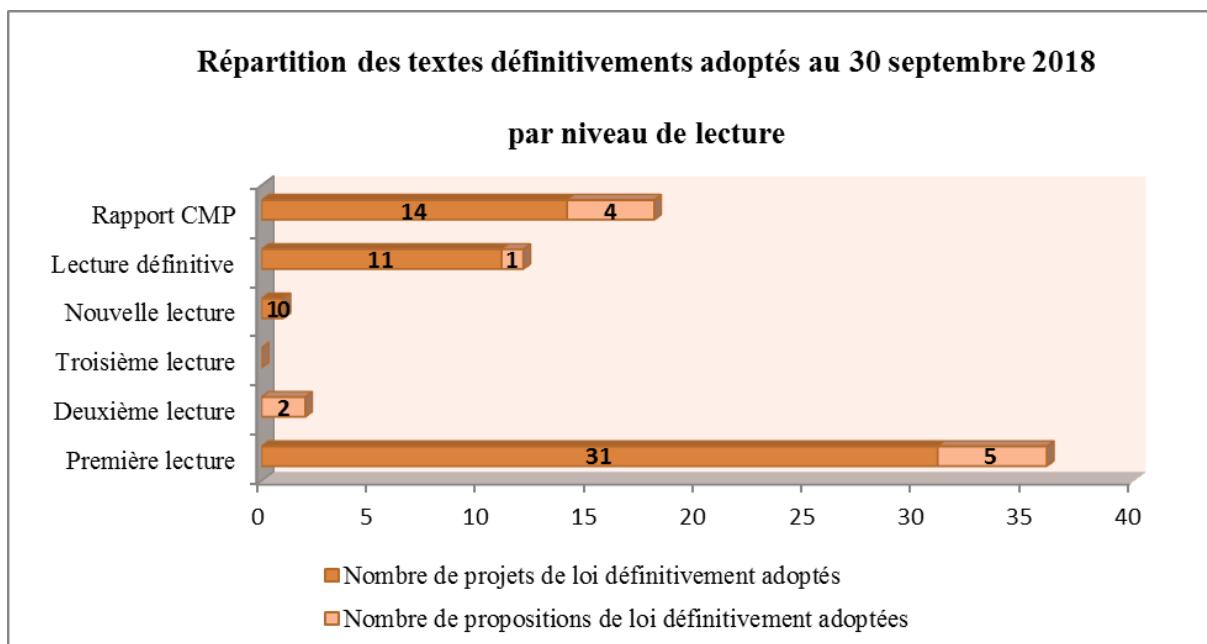
²⁷ Il s'agit uniquement des textes de lois déposés au Sénat ayant fait l'objet d'au moins une lecture par celui-ci.

²⁸ Les propositions de loi déposées par un ou plusieurs députés qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale ne sont pas prises en compte.

²⁹ Dont 23 propositions de loi constitutionnelle et 16 propositions de loi organique.

3.1.3. Textes définitivement adoptés au 30 septembre 2018

Types de texte		Lieu d'adoption définitive	Niveau de lecture de l'adoption définitive du texte						Total
			Première lecture	Deuxième lecture	Troisième lecture	Nouvelle lecture	Lecture définitive	Rapport CMP	
PROJETS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale					11	1	12
		Sénat	13	-	-	1		8	22
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	18	-	-	-		2	20
		Sénat		-	-	-		3	3
Nombre de projets de loi définitivement adoptés			31	-	-	1	11	14	57
PROPOSITIONS	Déposés à l'AN	Assemblée nationale		2	-	-	1	2	5
		Sénat	3	-	-	-		2	5
	Déposés au Sénat	Assemblée nationale	2	-	-	-		-	2
		Sénat		-	-	-		-	-
Nombre de propositions de loi définitivement adoptées			5	2	-	-	1	4	12 ⁽³⁰⁾



⁽³⁰⁾ Sur la session 2017-2018, 8 propositions de loi ont été rejetées et 11 propositions de loi ont été renvoyées en commission lors de leur examen en séance publique : voir annexe VIII.

3.1.4. Textes en instance de lecture au 30 septembre 2018

Textes en instance de lecture à l'Assemblée nationale	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	33	13	46
en instance de lectures suivantes	2	1	3
Nombre total de projets de loi en instance de lecture à l'AN	35	14	49
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	//	88	88
en instance de lectures suivantes	4	4	8
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture à l'AN	4	92	96

Textes en instance de lecture au Sénat	Lieu de dépôt initial du texte		Total
	Assemblée nationale	Sénat	
Projets de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	5	//	5
en instance de lectures suivantes	0	1	1
Nombre total de projets de loi en instance de lecture au Sénat	5	1	6
Propositions de loi en instance de lecture :			
en instance de première lecture	43	//	43
en instance de lectures suivantes	1	6	7
Nombre total de propositions de loi en instance de lecture au Sénat	44	6	50

3.1.5. Récapitulatif des textes pris en compte

	Total des textes en instance à l'AN au 1 ^{er} octobre 2017 + textes déposés à l'AN	Total des textes définitivement adoptés	Total des lois promulguées ⁽³¹⁾
Projets de loi	138	57	54 ⁽³²⁾
Propositions de loi	78	12	12
TOTAL	706	69	66 ⁽³³⁾

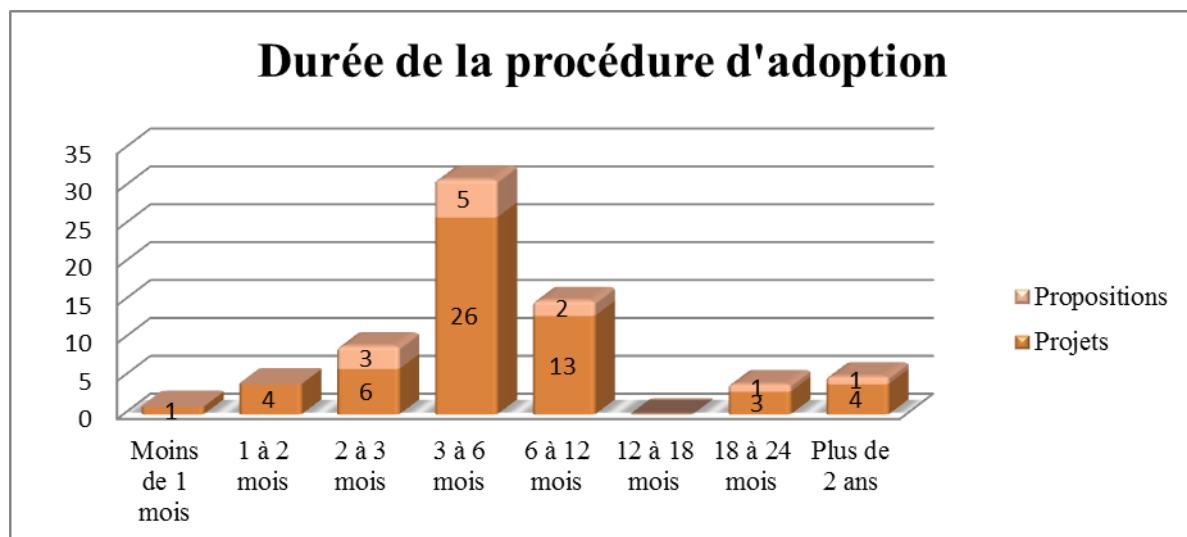
³¹ Voir annexe IX.

³² Dont 19 projets de loi autorisant l'approbation de traités ou de conventions.

³³ Sont prises en compte les lois adoptées sous la précédente session mais dont la promulgation est intervenue sur la session 2017-2018.

3.1.6. Temps écoulé entre le dépôt et l'adoption définitive

		Moins de 1 mois	1 à 2 mois	2 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 18 mois	18 à 24 mois	Plus de 2 ans	Total
PROJETS	Déposés à l'AN	1	3	5	19	6	-	-	-	34
	Déposés au Sénat	-	1	1	7	7	-	3	4	23
Durée de la procédure d'adoption des projets de loi		1	4	6	26	13	-	3	4	57
PROPOSITIONS	Déposées à l'AN	-	-	3	4	1	-	1	1	10
	Déposées au Sénat	-	-	-	1	1	-	-	-	2
Durée de la procédure d'adoption des propositions de loi		-	-	3	5	2	-	1	1	12



		Durée moyenne
PROJETS	Déposés à l'Assemblée nationale	135 jours
	Déposés au Sénat	388 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'un projet de loi		237 jours
PROPOSITIONS	Déposées à l'Assemblée nationale	241 jours
	Déposées au Sénat	213 jours
Durée moyenne de la procédure d'adoption d'une proposition de loi		236 jours

3.2. Propositions de résolution⁽³⁴⁾

	LaREM	LR	MODEM	UDI-AGIR	SOC	FI	GDR	NI	Total
Modification du Règlement de l'Assemblée nationale									
. déposées	-	-	-	1	-	-	-	-	1
. rejetées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	1 ⁽³⁵⁾	-	-	-	-	-	-	-	1
Création de commission d'enquête									
. déposées	2	23	1 ⁽³⁶⁾	1	1	12	6	10	56
. retirées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	1	1	-	1	1	1	1	-	6
Article 34-1 de la Constitution									
Déposées	8	22	3	4	1	2	1	1	42
Retirées	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Rejetées	-	1	-	1	1	1	1	-	5
adoptées	6	1	2	-	-	-	-	-	9
Résolutions européennes									
. déposées									
- par un rapporteur de la commission des affaires européennes	10	1	-	-	-	-	-	-	11
- par un député	8 ⁽³⁷⁾	-	-	-	-	-	-	-	8
. rejetées	2	1	-	-	-	-	-	-	3
. considérées comme adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées en séance	6 ⁽³⁸⁾	-	-	-	-	-	-	-	6
3 ⁽³⁹⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Suspension de détention ou de poursuites									
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en accusation devant la Haute Cour (art. 68)									
. déposées	-	-	-	-	-	-	-	-	-
. adoptées	-	-	-	-	-	-	-	-	-

³⁴ Les propositions de résolution adoptées sur la période correspondante sont les textes qui ont été adoptés entre le 1er octobre 2017 et le 30 septembre 2018, qu'ils aient été déposés durant cette même session ou antérieurement.

³⁵ Résolution commune aux groupes La République en Marche, Les Républicains et Mouvement Démocrate et apparentés.

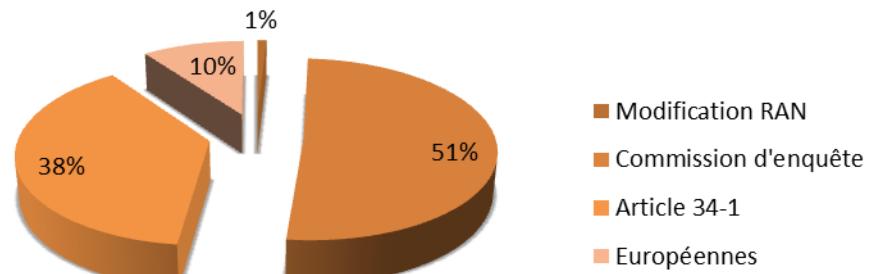
³⁶ Proposition de résolution commune aux groupes Mouvement Démocrates et apparentés, La République en Marche et Socialistes et apparentés.

³⁷ Dont 2 communes aux groupes La République en Marche et Les Républicains et 2 communes aux groupes La République en Marche et de la Gauche démocrate et républicaine.

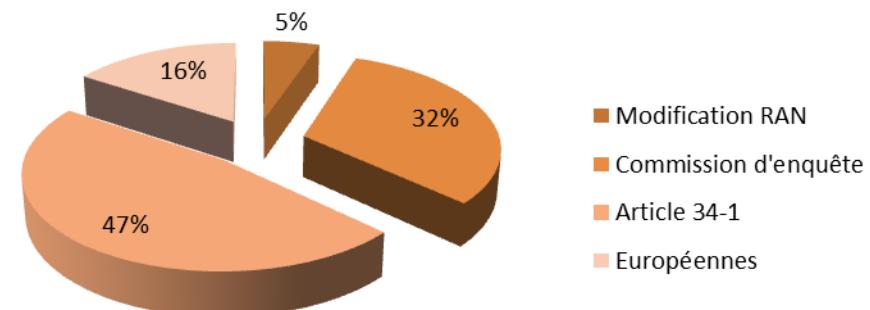
³⁸ Dont 2 communes aux groupes La République en Marche et Les Républicains et 1 commune aux groupes La République en Marche et de la Gauche démocrate et républicaine.

³⁹ Dont 1 résolution commune aux groupes La République en Marche et de la Gauche démocrate et républicaine.

Types de résolutions déposées



Types de résolutions adoptées



4.

ÉLÉMENTS DE PROCÉDURE

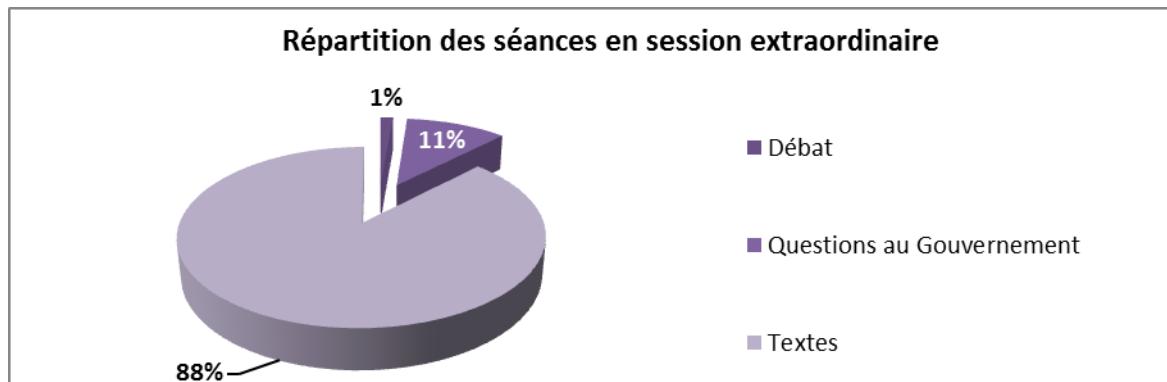
4. Eléments de procédure

4.1. Modalités d'inscription à l'ordre du jour

4.1.1. Sessions extraordinaires - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 29 C.

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
67	263 h 55

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	1 ⁽⁴⁰⁾
Déclarations	-
Questions	8
• <i>Questions au Gouvernement</i>	8
• <i>Questions orales sans débat</i>	0
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	0
Examen des textes	64



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	19
• <i>Dont conventions</i>	7
Nombre de propositions de loi	8
Nombre de propositions de résolution	-
TOTAL Textes examinés	27

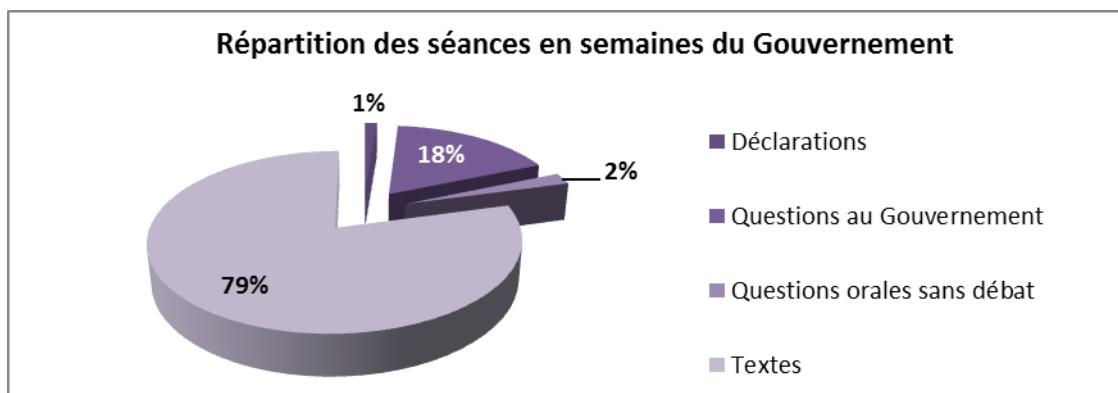
⁴⁰ Débat d'orientation des finances publiques.

4.1.2. Session ordinaire - Semaines réservées à un ordre du jour fixé par le Gouvernement en application de l'art. 48, al. 2 et 3C⁽⁴¹⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
192 ⁽⁴²⁾	791 h ⁽⁴³⁾

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	-
Déclarations	3 ⁽⁴⁴⁾
Questions	45
• <i>Questions au Gouvernement</i>	40
• <i>Questions orales sans débat</i>	5
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	183



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	65
• <i>Dont conventions</i>	20
Nombre de propositions de loi	4
Nombre de propositions de résolution	2
TOTAL Textes examinés	71

⁴¹ Y compris semaines réservées à l'examen des PLF et PLFSS. Voir annexe XI calendrier de la session ordinaire 2017-2018.

⁴² Dont 62 séances d'examen budgétaire (PLF, PLFSS, PLFR et votes solennels associés).

⁴³ Dont 171 h 05 d'examen budgétaire.

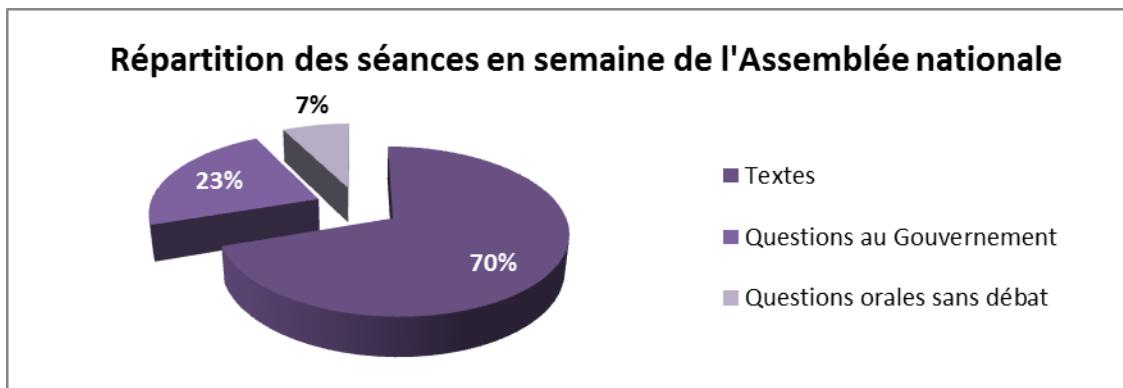
⁴⁴ Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'avenir de l'Union européenne, le 10 octobre 2017 ; déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie et débat sur cette déclaration, le 16 avril 2018 ; déclaration sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018-2022, le 18 avril 2018.

4.1.3. Session ordinaire - Semaines de l'Assemblée nationale (ordre du jour fixé par l'Assemblée nationale en application de l'art.48, al.3C) ⁽⁴⁵⁾⁽⁴⁶⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
41	161 h 45

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	0
Questions	16
• <i>Questions au Gouvernement</i>	12
• <i>Questions orales sans débat</i>	4
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	0
Examen des textes	37



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	12
• <i>Dont conventions</i>	4
Nombre de propositions de loi	4
Nombre de propositions de résolution	4
TOTAL Textes examinés	22

⁴⁵ Voir annexe X.

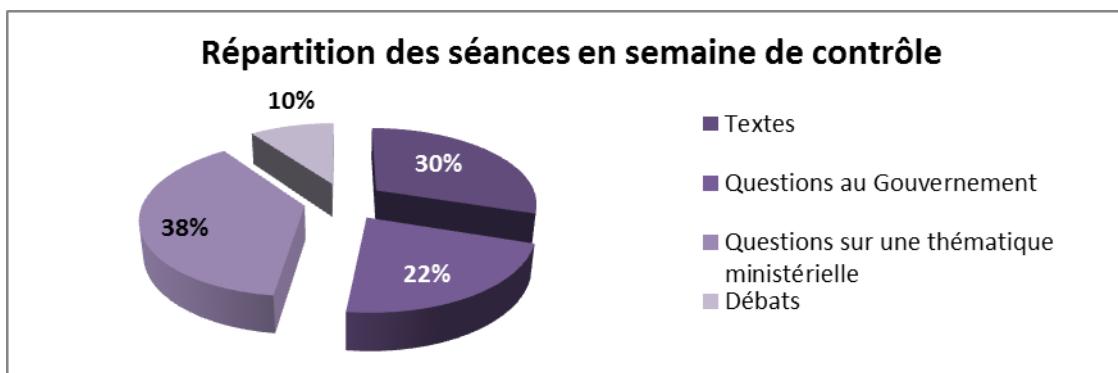
⁴⁶ Voir annexe XI.

4.1.4. Session ordinaire - Semaines réservées au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques en application de l'art.48, al.4C.⁽⁴⁷⁾⁽⁴⁸⁾

Hors jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l'initiative d'un groupe d'opposition ou minoritaire (en application de l'art. 48, al. 5 C.)

Nombre de séances	Nombre d'heures de séance
31	113 h 50

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	5
Déclarations	0
Questions	26
• <i>Questions au Gouvernement</i>	11
• <i>Questions orales sans débat</i>	3
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	12
Examen des textes	15



TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	3
• <i>Dont conventions</i>	-
Nombre de propositions de loi	-
Nombre de propositions de résolution	10⁽⁴⁹⁾
TOTAL Textes examinés	13

⁴⁷ Voir annexe X.

⁴⁸ Voir annexe XI.

⁴⁹ Dont 3 propositions de résolution rejetées.

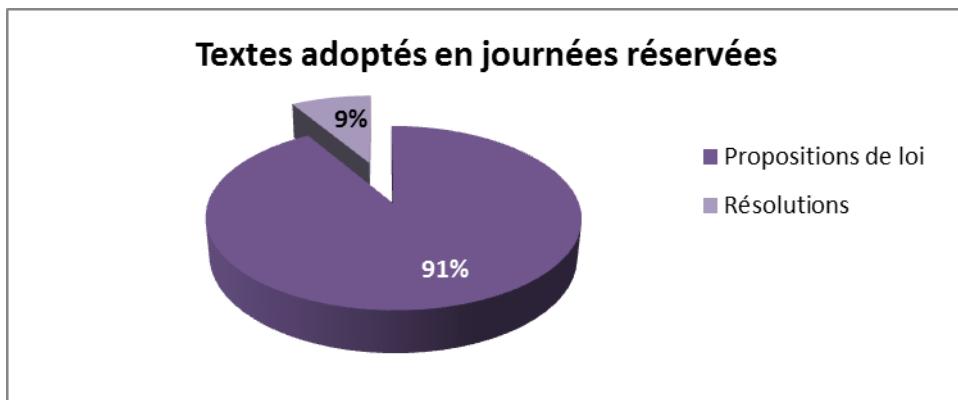
4.1.5 Session ordinaire – Jours de séance réservés à un ordre du jour arrêté à l’initiative d’un groupe d’opposition ou minoritaire en application de l’article 48, al 5C. ⁽⁵⁰⁾⁽⁵¹⁾

Nombre de séances	Nombre d’heures de séance
25	97 h 40

Répartition des séances	Nombre de séances
Débats	0
Déclarations	0
Questions	0
• <i>Questions au Gouvernement</i>	-
• <i>Questions orales sans débat</i>	-
• <i>Questions sur une thématique ministérielle</i>	-
Examen des textes	25

TEXTES EXAMINÉS

Nombre de projets de loi	0
• <i>Dont conventions</i>	-
Nombre de propositions de loi	32 ⁽⁵²⁾
Nombre de propositions de résolution	3 ⁽⁵³⁾
TOTAL Textes examinés	35



⁵⁰ Voir annexe X.

⁵¹ Voir annexe XI.

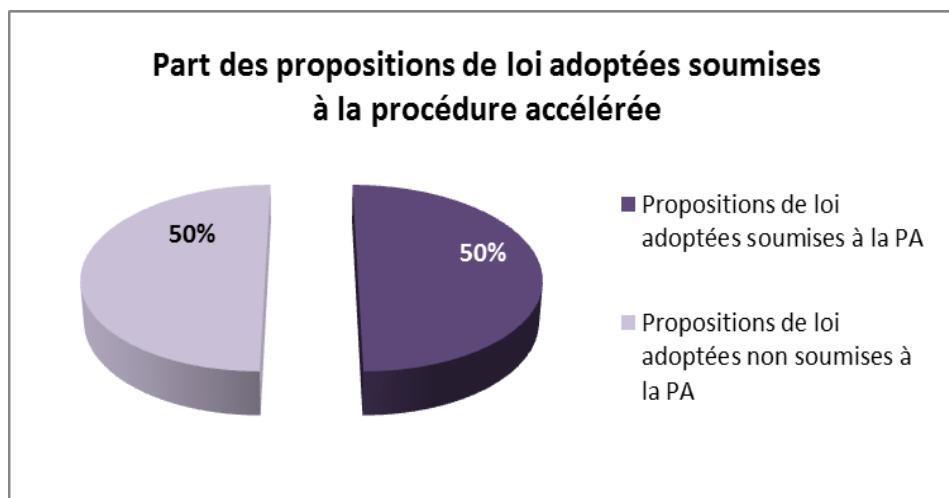
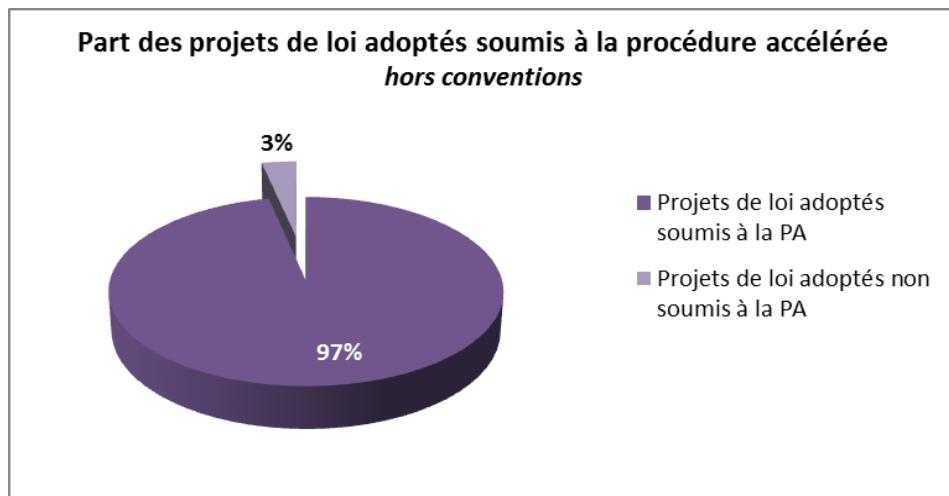
⁵² Dont 8 propositions de loi rejetées et 11 propositions de loi renvoyées en commission.

⁵³ Dont 2 propositions de résolution rejetées.

4.2. Procédures accélérées ⁽⁵⁴⁾

Engagées sur projets de loi	26
• <i>Dont conventions</i>	3
Engagées sur propositions de loi	8
TOTAL	34

Projets de loi définitivement adoptés au cours de la session ayant été soumis à la procédure accélérée ⁽⁵⁵⁾	34
• <i>Dont conventions</i>	6
Propositions de loi définitivement adoptées au cours de la session ayant été soumises à la procédure accélérée	6
Pourcentage des textes définitivement adoptés soumis à la procédure accélérée	57 %



⁵⁴ Voir annexe XII.

⁵⁵ Dont textes budgétaires.

4.3. Procédures d'examen simplifiées (art. 103 R.)⁽⁵⁶⁾

Projets ayant fait l'objet d'une demande	24
Oppositions	5
Textes adoptés dans le cadre de cette procédure	9

4.4. Temps législatif programmé (art.49-5R.)

4.4.1. Temps global alloué

Projets de loi pour lesquels la conférence des Présidents a fixé une durée maximale d'examen	5 ⁽⁵⁷⁾
Temps maximal alloué ⁽⁵⁸⁾	50 h 00
Temps minimal alloué	15 h 00

Groupes	Répartition (en moyenne)
La République en Marche	25 %
Les Républicains	24 %
Mouvement Démocrate et apparentés	8 %
UDI, Agir et Indépendants	12 %
Nouvelle Gauche	11 %
France insoumise	9 %
Gauche démocrate et républicaine	9 %
Députés non inscrits	3 %

4.4.2. Part du temps utilisé par groupe⁽⁵⁹⁾

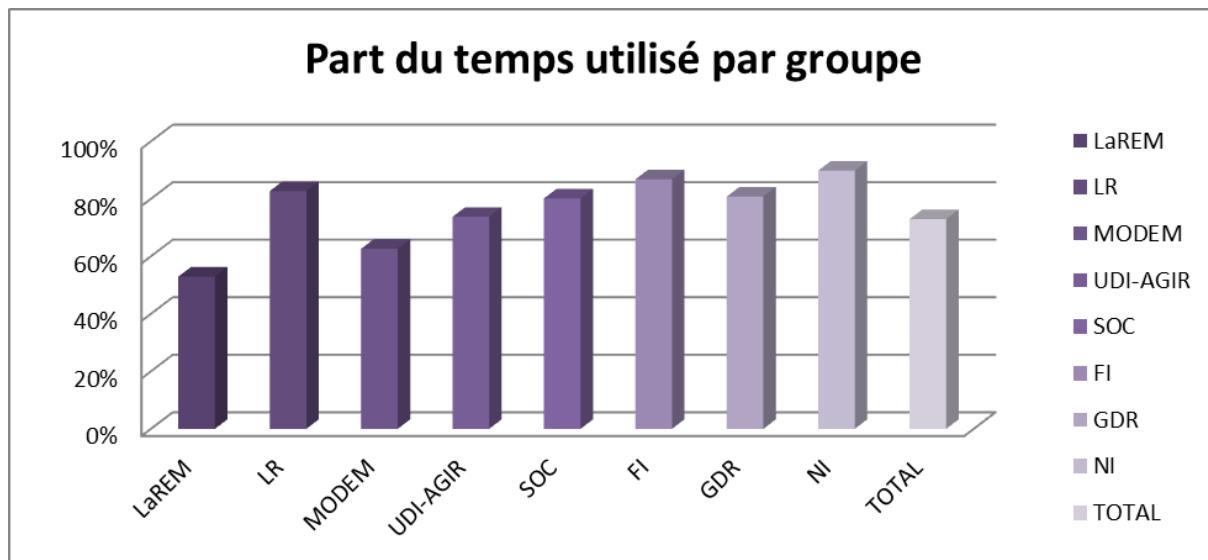
Groupes	Temps de parole utilisé (en moyenne)
La République en Marche	53 %
Les Républicains	83 %
Mouvement Démocrate et apparentés	63 %
UDI, Agir et Indépendants	74 %
Nouvelle Gauche	80 %
France insoumise	87 %
Gauche démocrate et républicaine	81 %
Non inscrits	90 %
Moyenne du temps utilisé par les groupes	73 %

⁵⁶ Voir annexe XIII.

⁵⁷ Voir annexe XIV.

⁵⁸ Le groupe Les Républicains a fait usage de sa demande de droit d'allongement du temps législatif programmé à 50 heures pour le projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable.

⁵⁹ Hors temps supplémentaires, temps accordés aux présidents de groupes et temps accordés aux référents.



4.5. Motions de procédure (art. 91 R., 122 R. et 128 R.)

	Examinées en séance		Adoptées
	Mises aux voix	Dont par scrutin public	
Rejet préalable	59	28	8
Renvoi en commission	55	30	11
Motion référendaire	-	-	-
Demande d'ajournement	1	-	-

4.6. Secondes délibérations

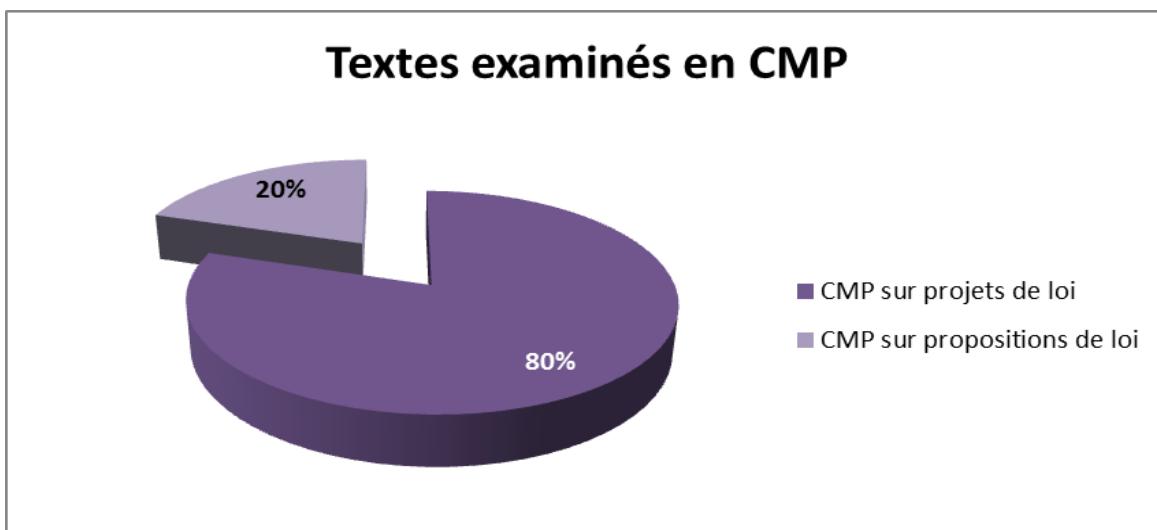
Demandes :	
<ul style="list-style-type: none"> • du Gouvernement • d'une commission • d'un député 	5⁽⁶⁰⁾ 1 0

⁶⁰ Dont une demande de seconde délibération retirée lors de son appel en séance.

4.7. Commissions mixtes paritaires ⁽⁶¹⁾

4.7.1. Demandes de réunion d'une commission mixte paritaire

	Projets	Propositions	TOTAL
Après première lecture (procédure accélérée, lois de finances ou de financement de la sécurité sociale)	27	7	34
Après deuxième lecture	1	-	1
Après lectures suivantes	-	-	-
TOTAL	28	7	35

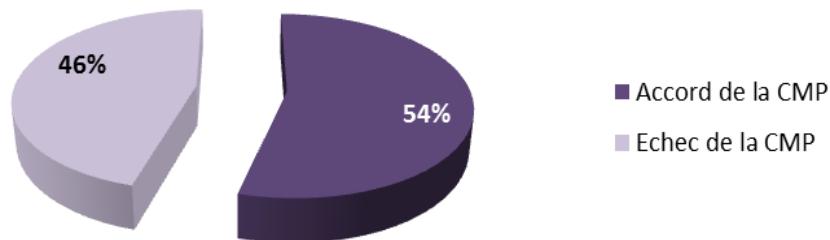


4.7.2. Issue des commissions mixtes paritaires

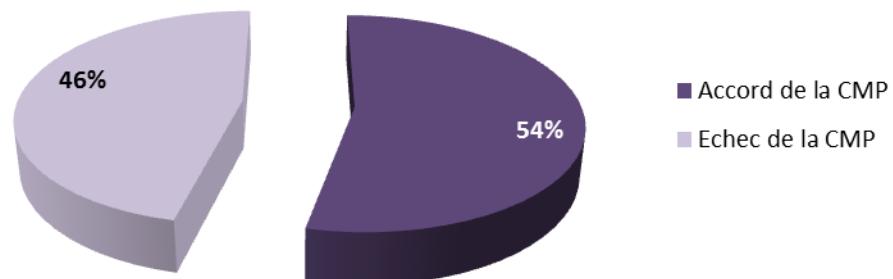
	Projets	Propositions	TOTAL
Accord	15	4	19
Échec	13	3	16
TOTAL	28	7	35

⁶¹ Voir annexe XIV.

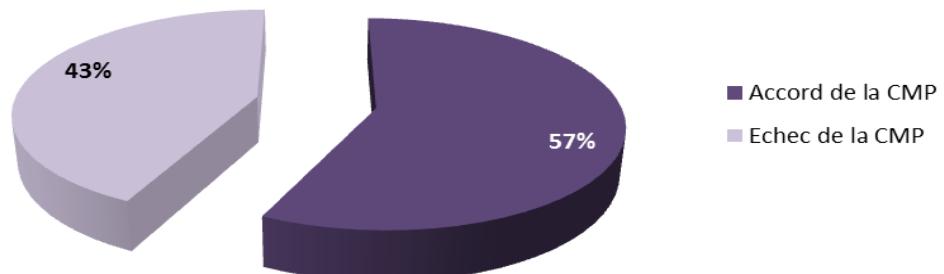
Issue des commissions mixtes paritaires



Issue des commissions mixtes paritaires sur projets de loi



Issue des commissions mixtes paritaires sur propositions de loi



4.7.3. Accord de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure ⁽⁶²⁾

	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme sur le texte CMP	14	4	18
• <i>Avec amendements</i>	2	1	3
• <i>Sans amendement</i>	12	3	15
Texte restant en instance au 30 septembre 2018	1	-	1
TOTAL	15	4	19

4.7.4. Échec de la commission mixte paritaire – Suite de la procédure

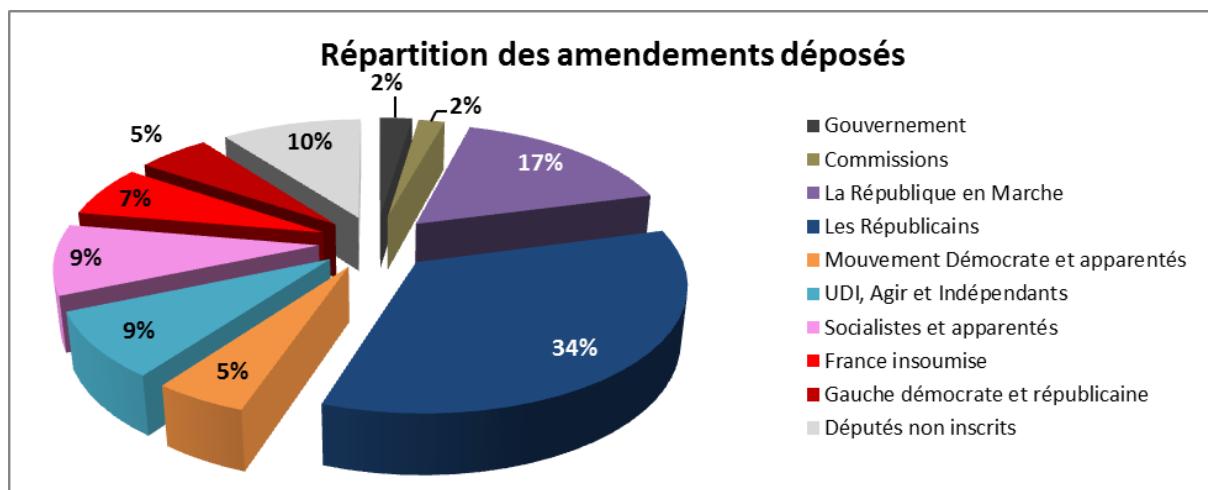
	Projets	Propositions	TOTAL
Adoption conforme au Sénat en nouvelle lecture	1	-	1
Adoption en lecture définitive			
• <i>Dernier texte de l'AN avec amendements</i>	3	1	4
• <i>Dernier texte de l'AN sans amendement</i>	8	0	8
• <i>Texte CMP</i>	0	0	0
Texte restant en instance au 30 septembre 2018	1	2	3
TOTAL	13	3	16

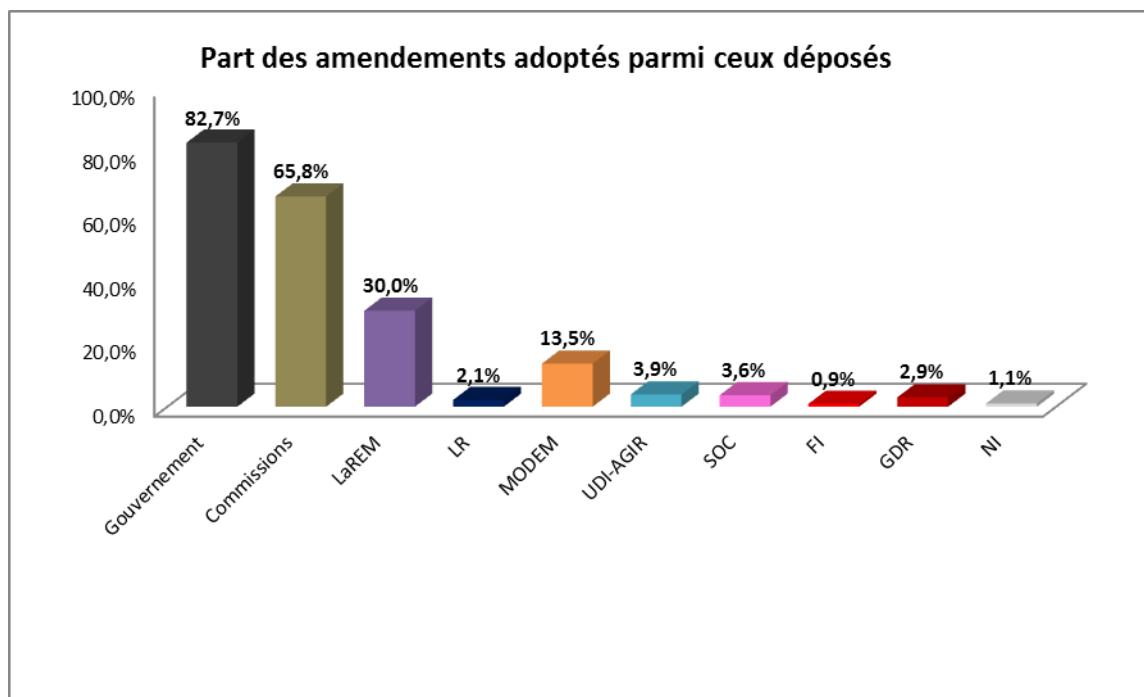
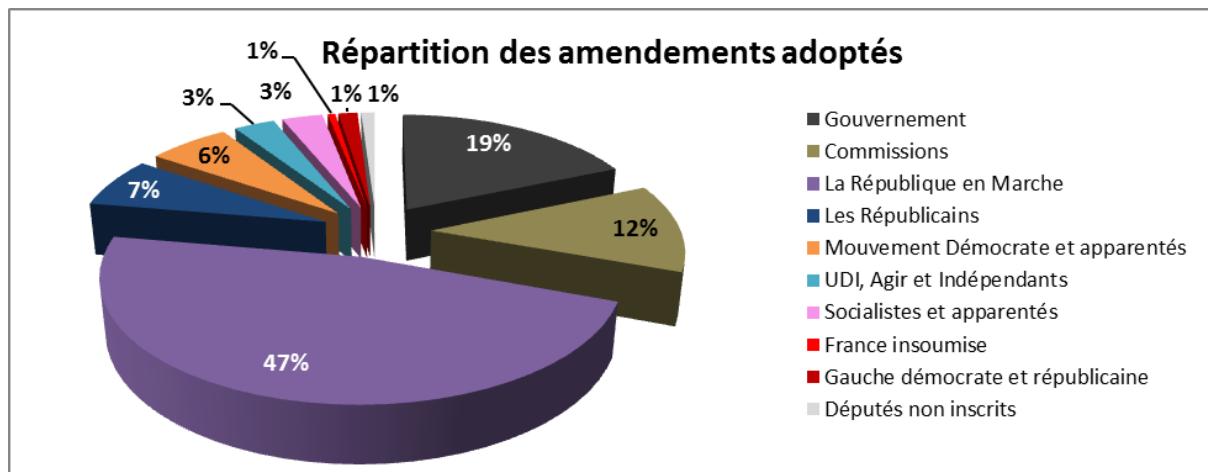
⁶² Les données sont arrêtées telles que disponibles au 30 septembre 2018.

4.8. Amendements

4.8.1. Origine et sort des amendements transmis à la Présidence pour examen en séance publique

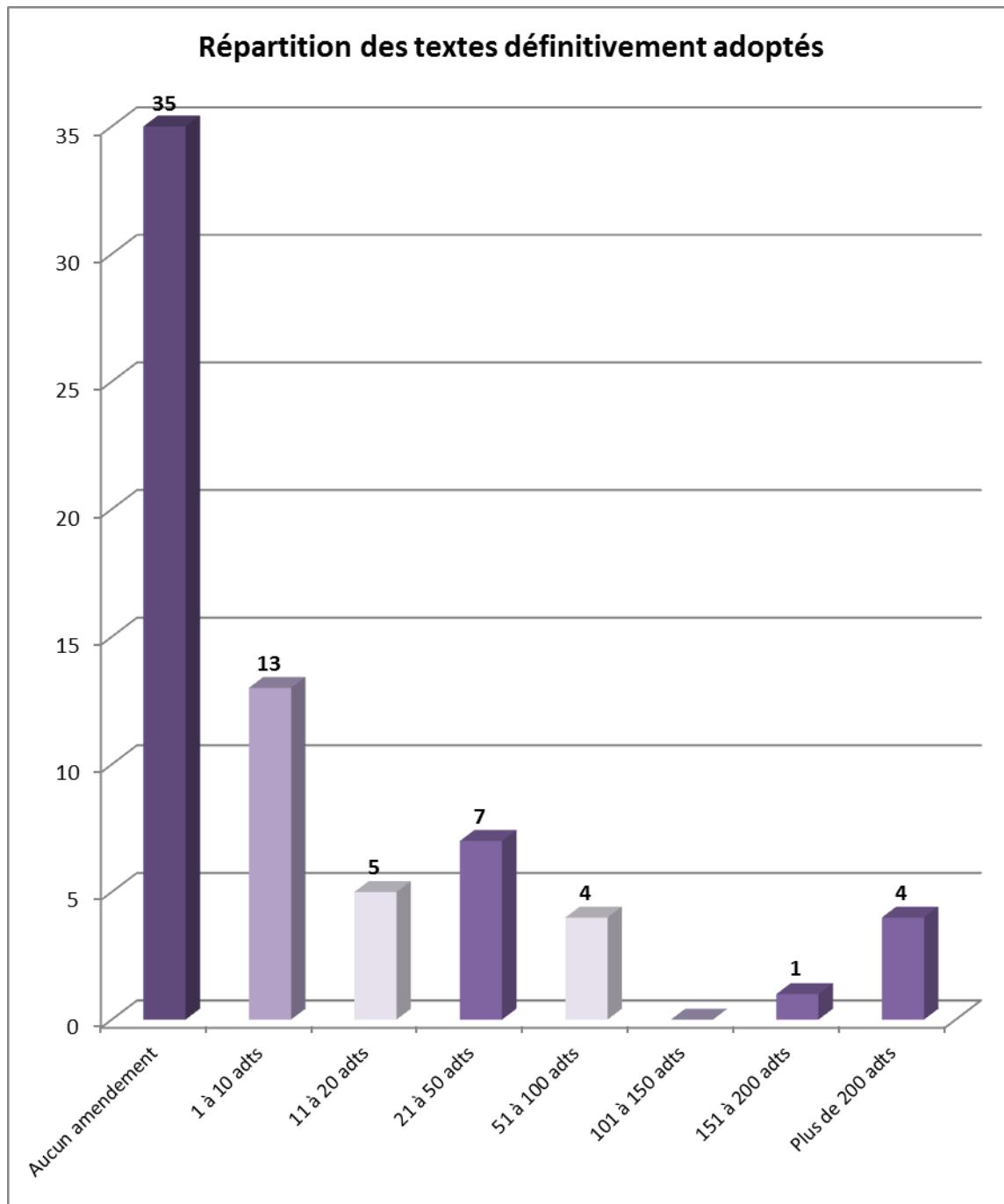
Amendements transmis à la Présidence	Déposés	Irrecevables au titre de l'art. 40C	Recevables au titre de l'art. 40 C	Retirés avant discussion	Adoptés	% amendements adoptés / amendements déposés
Gouvernement	700		700	87	579	82,7 %
Commissions	568	0	568	37	374	65,8 %
Députés (auteur ou premier signataire)	La République en Marche	4 893	214	4 679	911	1 470
	Les Républicains	10 161	549	9 612	1 021	214
	Mouvement Démocrate et apparentés	1 430	68	1 362	200	193
	UDI, Agir et Indépendants	2 517	143	2 374	323	97
	Socialistes et apparentés	2 696	162	2 534	267	97
	France insoumise	1 983	126	1 857	123	18
	Gauche démocrate et républicaine	1 561	68	1 493	66	46
	Députés non inscrits	3 035	109	2 926	271	32
	TOTAL	29 544	1 439	28 105	3 306	11,20 %





4.8.2. Répartition des textes définitivement adoptés selon le nombre d'amendements adoptés en séance

Nombre d'amendements adoptés (⁶³)	Aucun	1 à 10	11 à 20	21 à 50	51 à 100	101 à 150	151 à 200	Plus de 200	TOTAL
Nombre de textes définitifs	35 ⁽⁶⁴⁾	13	5	7	4	0	1	4	69



⁶³ Ces données concernent uniquement les amendements aux projets et propositions de loi examinés en séance publique, toutes lectures confondues.

⁶⁴ Dont 28 conventions internationales.

4.8.3. Amendements déposés et adoptés en commission et en séance publique sur les textes définitivement adoptés au cours de la session ⁽⁶⁵⁾⁽⁶⁶⁾⁽⁶⁷⁾

Commission	Nature	Nombre de textes	Commission		Séance	
			Déposés	Adoptés	Déposés	Adoptés
Affaires culturelles	Projets	2	324	71	397	67
	Propositions	2	66	5	122	9
Affaires économiques	Projets	-	-	-	-	-
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires étrangères	Projets	28 ⁽⁶⁸⁾	0	0	0	0
	Propositions	-	-	-	-	-
Affaires sociales	Projets	5	2 261	545	3 200	352
	Propositions	2	7	0	35	10
Défense	Projets	1	604	197	376	65
	Propositions	-	-	-	-	-
Développement durable	Projets	3	690	301	693	154
	Propositions	-	-	-	-	-
Finances	Projets	2	118	60	165	49
	Propositions	-	-	-	-	-
Lois	Projets	10	2 502	668	2 981	194
	Propositions	8	546	173	709	62
Spéciales	Projets	1	1 089	255	1 288	203
	Propositions	-	-	-	-	-

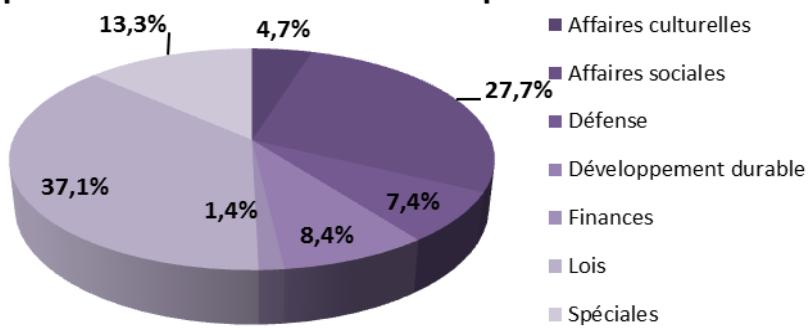
⁶⁵ Voir aussi annexe IX.

⁶⁶ Ces données concernent les amendements adoptés en commission et en séance publique à l'Assemblée nationale, toutes lectures confondues.

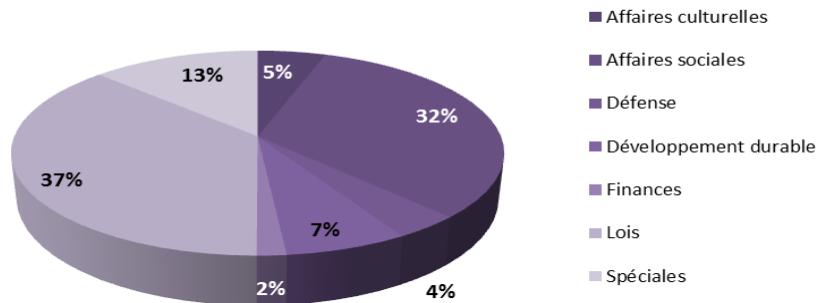
⁶⁷ Ces chiffres n'incluent pas les projets de loi de finances, les projets de loi de financement de la sécurité sociale et les projets de révision constitutionnelle qui, en application de l'article 42 alinéa 2 de la Constitution, sont examinés en première lecture sur le texte présenté par le Gouvernement.

⁶⁸ Dont 28 projets de loi autorisant l'approbation d'accords internationaux.

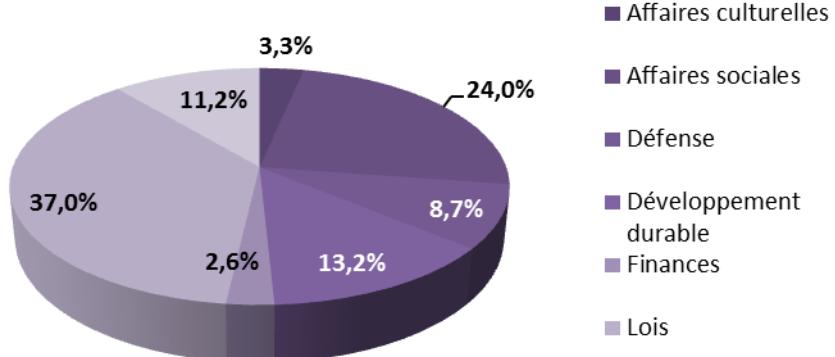
Répartition des amendements déposés en commission



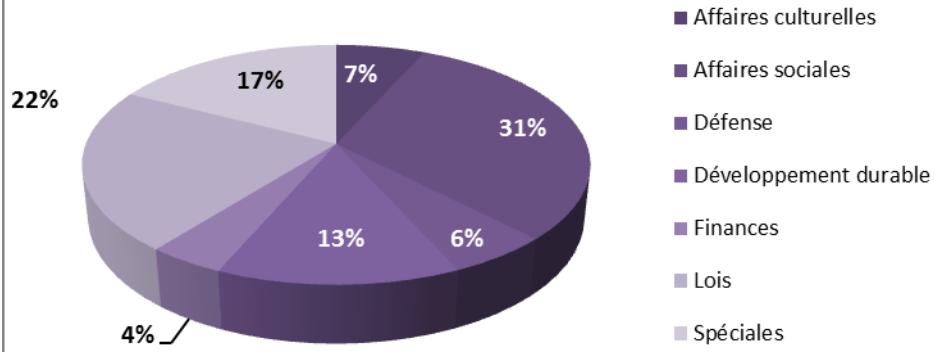
Répartition des amendements déposés en séance



Répartition des amendements adoptés en commission



Répartition des amendements adoptés en séance



4.9. Votes bloqués

- Nombre de demandes	-
----------------------	---

4.10. Scrutins publics

- Solennels	21
(décidés en Conférence des Présidents en application de l'art.65-1 du Règlement) ⁽⁶⁹⁾	
- Sur la prolongation d'une intervention des forces armées (en application de l'article 35 de la Constitution)	-
- Sur des motions de procédure	58
- Sur le passage à la discussion des articles	-
- Sur une demande de constitution de commission spéciale	1
- Sur des propositions de modification de l'ordre du jour	-
- Scrutins ordinaires sur des textes	960
TOTAL	1 040

- scrutins secrets	5
• à la tribune ⁽⁷⁰⁾	1
• dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁷¹⁾	4
- scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances ⁽⁷²⁾	3
• à l'Assemblée nationale	3
• au Congrès du Parlement	-
- vérifications du quorum	1

⁶⁹ Voir annexe XV.

⁷⁰ Élection du Président de l'Assemblée nationale le 12 septembre 2018.

⁷¹ Élection de 2 vice-présidents de l'Assemblée nationale le 7 novembre 2017, des juges titulaires et suppléants à la Cour de justice de la République le 14 novembre 2017, d'un vice-président et d'un questeur de l'Assemblée nationale le 16 janvier 2018 et d'un vice-président de l'Assemblée nationale le 17 juillet 2017.

⁷² Voir annexe XV.

4.11. Incidents de séance

- Rappels au règlement	753 ⁽⁷³⁾
- Faits personnels	5
- Rappels à l'ordre	1

4.12. Décisions du Conseil constitutionnel ⁽⁷⁴⁾

- Application de l'article 37, alinéa 2 de la Constitution	5
- Application de l'article 39 de la Constitution	-
- Application de l'article 41 de la Constitution	-
- Application de l'article 54 de la Constitution	-
- Application de l'article 59 de la Constitution	358
- Application de l'article 61, alinéa premier de la Constitution <i>dont Lois organiques</i> <i>dont Règlements des Assemblées</i>	4 1 3
- Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution	13
- Application de l'article 74 et 74-1 de la Constitution	1
- Application de l'article LO 136-4 du code électoral	1

⁷³ Dont 251 relatifs aux événements survenus à l'occasion de la manifestation parisienne du 1er mai 2018.

⁷⁴ Voir annexe XVI.

5.

DÉCLARATIONS ET DÉBATS

5. Déclarations et débats⁽⁷⁵⁾

Tenus à la demande du Gouvernement - <i>dont suivis d'un vote</i>	5 1
Tenus à la demande des commissions	-
Tenus à la demande d'un groupe politique	3
Tenus à la demande conjointe d'un groupe et d'une commission	-
Tenus à la demande de la Conférence des Présidents	2

⁷⁵ Voir annexe XVII. Voir aussi, en rubrique 6.1, la liste des engagements de responsabilité.

6. ENGAGEMENTS DE RESPONSABILITÉ ET CENSURE

6. Engagements de responsabilité et censure⁽⁷⁶⁾

6.1. *Engagements de responsabilité du Gouvernement*

Aucun engagement de responsabilité du Gouvernement sur la période couverte par le présent recueil.

6.2. *Motions de censure*

En application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution	2
En application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution	-

⁷⁶ Voir annexe XVIII.

7.

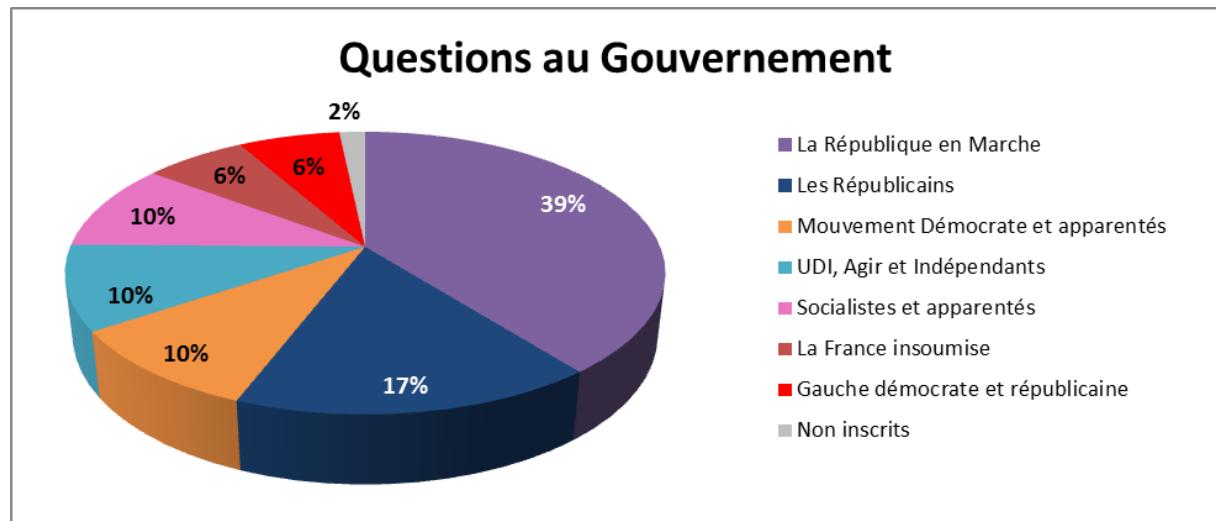
QUESTIONS

7. Questions ⁽⁷⁷⁾

7.1. Questions orales

7.1.1. Répartition par groupe des questions au Gouvernement (71 séances)

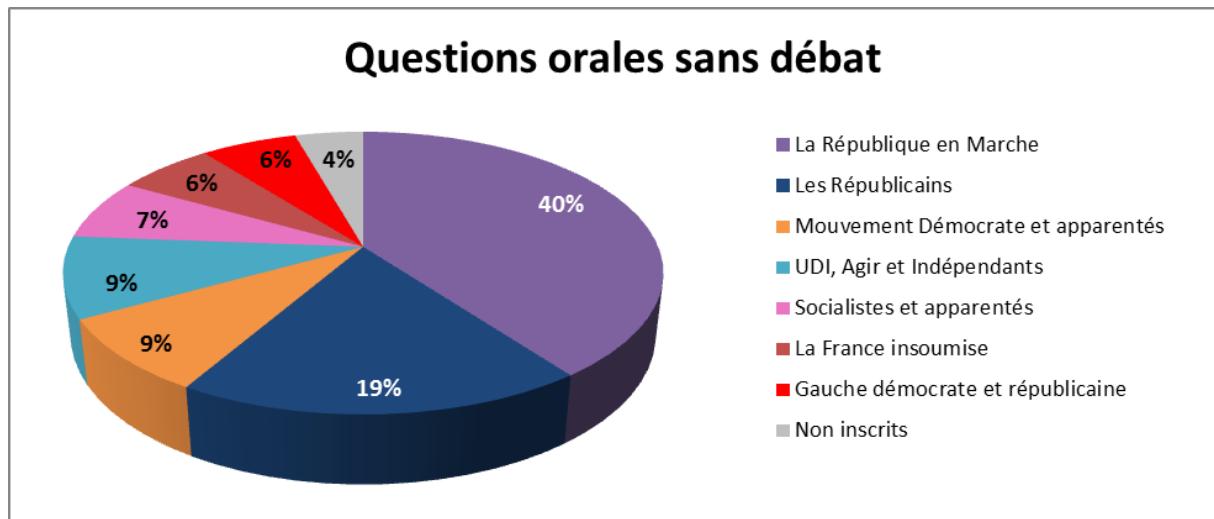
Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	426
Les Républicains	179
Mouvement Démocrate et apparentés	105
UDI, Agir et Indépendants	105
Socialistes et apparentés	108
La France insoumise	71
Gauche démocrate et républicaine	71
Non inscrits	18
Total	1 083



⁷⁷ Voir annexes XIX et XX.

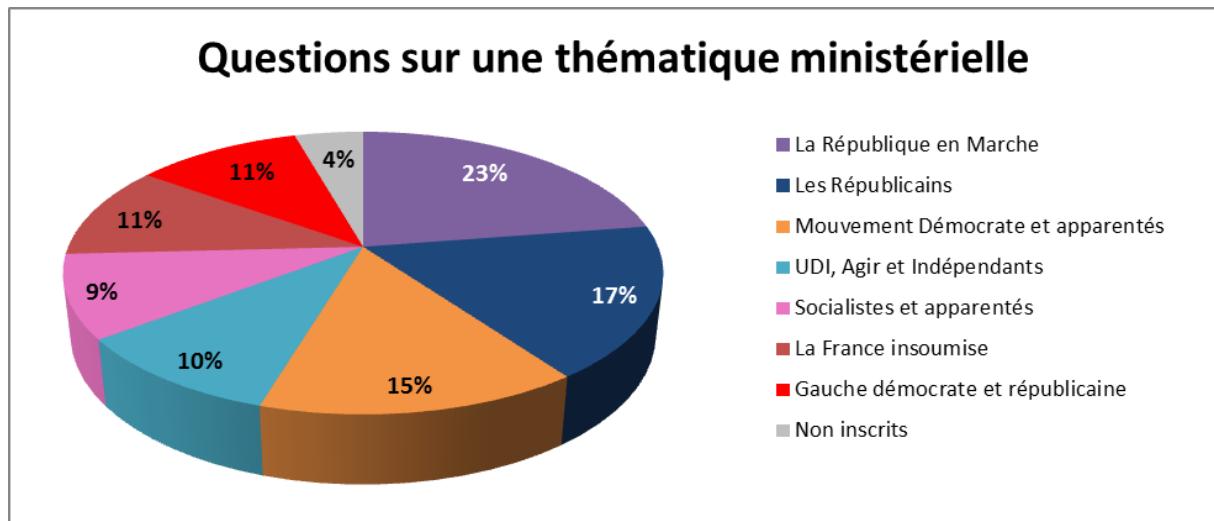
7.1.2. Répartition par groupe des questions orales sans débat (12 séances)

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	154
Les Républicains	72
Mouvement Démocrate et apparentés	33
UDI, Agir et Indépendants	36
Socialistes et apparentés	27
La France insoumise	24
Gauche démocrate et républicaine	24
Non inscrits	17
Total	387



**7.1.3. Répartition par groupe des questions sur une thématique ministérielle
(19 séances)⁽⁷⁸⁾**

Groupes	Nombre de questions posées
La République en Marche	97
Les Républicains	75
Mouvement Démocrate et apparentés	63
UDI, Agir et Indépendants	43
Socialistes et apparentés	41
La France insoumise	46
Gauche démocrate et républicaine	46
Non inscrits	19
Total	430



⁷⁸ Voir annexe XIX.

7.2. Questions écrites

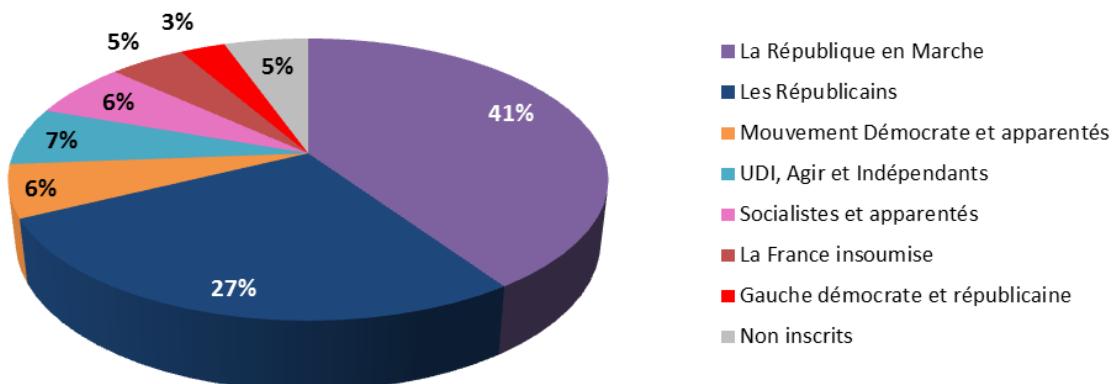
7.2.1. Répartition par groupe des questions écrites et des réponses⁽⁷⁹⁾

Groupes	Nombre de questions ⁽⁸⁰⁾	Nombre de réponses
La République en Marche	4 575	2 944
Les Républicains	3 076	2 140
Mouvement Démocrate et apparentés	682	429
UDI, Agir et Indépendants	750	537
Socialistes et apparentés	722	505
La France insoumise	549	318
Gauche démocrate et républicaine	331	241
Non inscrits	613	383
Total	11 298	7 497

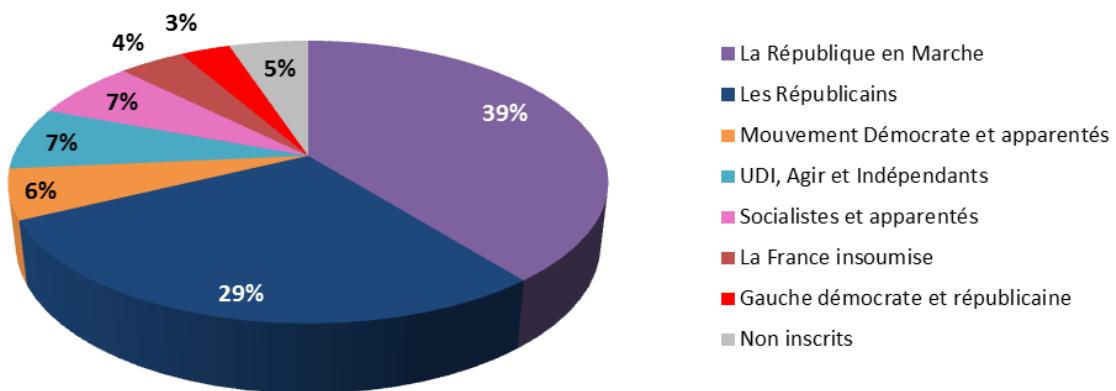
⁷⁹ Voir annexe XX.

⁸⁰ La Conférence des Présidents du mardi 11 juillet 2017 a fixé à 52 le nombre maximal de questions écrites pouvant être posées par chaque député pour la période allant du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018.

Répartition des questions écrites par groupe



Répartition des réponses obtenues par groupe

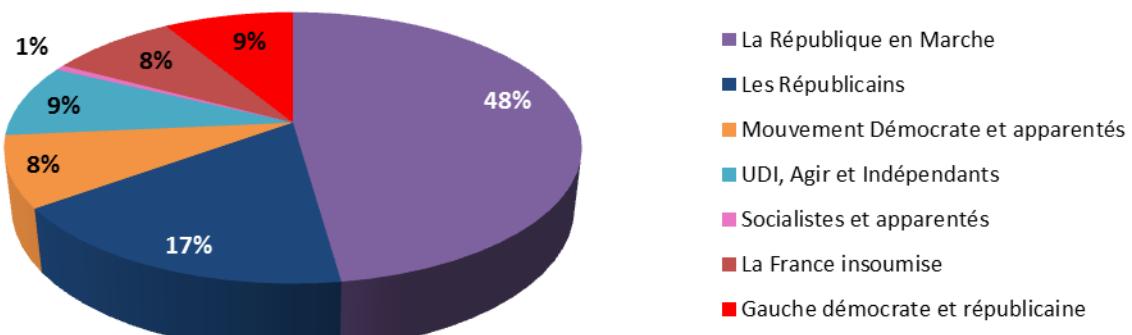


7.2.2. Répartition par groupe des questions écrites signalées (41 semaines)

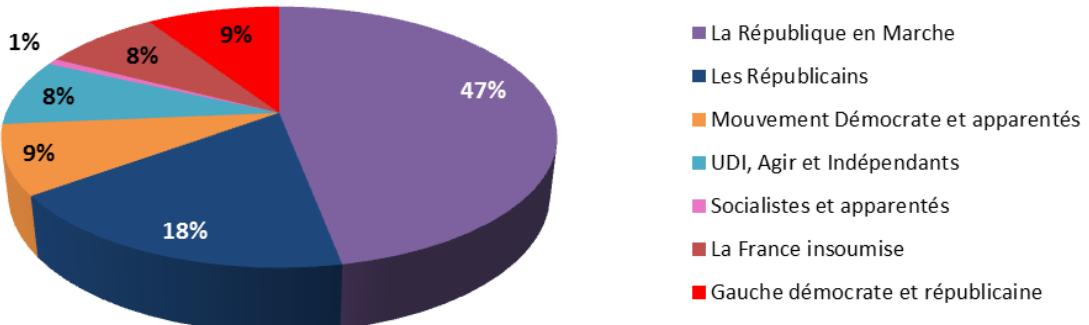
(Questions écrites n'ayant pas obtenu de réponse dans le délai de deux mois et signalées à l'attention du Gouvernement qui est tenu d'apporter une réponse dans un délai maximum de dix jours)

Groupes	Nombre de questions	Nombre de réponses
La République en Marche	451	365
Les Républicains	163	140
Mouvement Démocrate et apparentés	80	67
UDI, Agir et Indépendants	82	64
Socialistes et apparentés	6	6
La France insoumise	80	63
Gauche démocrate et républicaine	82	72
Total	944	777

Répartition des questions écrites signalées par groupe



Répartition des réponses aux questions écrites signalées par groupe



ANNEXES

Annexe I

Modifications à la composition de l'Assemblée nationale

Cause et conséquence	Député remplacé	Nouveau député	J.O. L.D.	Circonscription
Annulation de l'élection	Mme Isabelle Muller-Quoy	-	17.11.2017	Val-d'Oise (1 ^{ère})
Annulation de l'élection	M. Lénaïck Adam	-	09.12.2017	Guyane (2 ^e)
Annulation de l'élection	M. Ian Boucard	-	09.12.2017	Territoire de Belfort (1 ^{ère})
Annulation de l'élection	M. Jean-Pierre Door	-	19.12.2017	Loiret (4 ^e)
Annulation de l'élection	M. Joël Aviragnet	-	19.12.2017	Haute-Garonne (8 ^e)
Nomination au Gouvernement le 24 novembre 2017 et remplacement le 25 décembre 2017	M. Olivier Dussopt	Mme Michèle Victory	27/12/2017	Ardèche (2 ^e)
Annulation de l'élection	Mme Ramlati Ali	-	20/01/2018	Mayotte (1 ^{ère})
Annulation de l'élection	M. Napole Polutele	-	03.02.2018	Wallis-et-Futuna (1 ^{ère})
Annulation de l'élection	Mme Samantha Cazebonne	-	03.02.2018	Français établis hors de France (5 ^e)
Élection partielle le 4 février 2018	-	M. Ian Boucard	06.02.2018	Territoire de Belfort (1 ^{ère})
Élection partielle le 4 février 2018	-	M. Antoine Savignat	06.02.2018	Val-d'Oise (1 ^{ère})
Élection partielle le 11 mars 2018	-	M. Lénaïck Adam	14.03.2018	Guyane (2 ^e)
Élection partielle le 18 mars 2018	-	M. Joël Aviragnet	21.03.2018	Haute-Garonne (8 ^e)
Élection partielle le 25 mars 2018	-	M. Jean-Pierre Door	27.03.2018	Loiret (4 ^e)
Élection partielle le 25 mars 2018	-	Mme Ramlati Ali	27.03.2018	Mayotte (1 ^{ère})
Élection partielle le 15 avril 2018	-	M. Sylvain Brial	18.04.2018	Wallis-et-Futuna (1 ^{ère})

Élection partielle le 22 avril 2018	-	Mme Samantha Cazebonne	24.04.2018	Français établis hors de France (5 ^e)
Démission pour cause d'incompatibilité le 23 avril 2018	M. Bruno Nestor Azerot	Mme Manuélia Kéclard-Mondésir	25.04.2018	Martinique (2 ^e)
Démission d'office le 6 juillet 2018	M. Thierry Robert	-	07.07.2018	La Réunion (7 ^e)
Démission le 11 juillet 2018	M. Stéphane Le Foll	Mme Sylvie Tolmont	13.07.2018	Sarthe (4 ^e)
Démission pour cause d'incompatibilité le 15 juillet 2018	M. Yves Jégo	M. Jean-Louis Thiériot	17.07.2018	Seine-et-Marne (3 ^e)

1 siège vacant au 30 septembre 2018.

Annexe II

Missions temporaires confiées par le Gouvernement

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Adrien Taquet	Ministre de l'action et des comptes publics Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées	Formuler des propositions de simplifications administratives pour les personnes en situation de handicap	15.11.2017 14.05.2018
M. Didier Paris	Garde des sceaux, ministre de la justice	Préfigurer l'Agence nationale des travaux d'intérêt général	18.12.2017 19.03.2018
M. Damien Pichereau	Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	Formuler des propositions de mesures de régulation nouvelles relatives à l'exploitation des véhicules utilitaires légers	02.01.2018 26.03.2018
Mme Marie-Pierre Rixain	Ministre du travail Secrétaire d'État, auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes	Congé maternité	08.01.2018 06.06.2018
Mme Anne Genetet	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Évaluation et évolution des dispositifs d'accès aux services publics, ainsi que des dispositifs fiscaux et sociaux en faveur des ressortissants français à l'étranger	16.01.2018 28.06.2018
Mme Charlotte Lecocq	Ministre du travail et Ministre des solidarités et de la santé	Qualité de vie au travail	22.01.2018 20.07.2018
Mme Valéria Faure-Muntian	Ministre de la transition écologique et solidaire	Transformation de la production, de l'entretien et de la diffusion des données géographiques souveraines	05.02.2018 20.07.2018

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Hervé Berville	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères et Ministre de l'économie et des finances	Modernisation de la politique partenariale de développement et de solidarité internationale de la France	27.02.2018 10.08.2018
M. Olivier Serva	Ministre de l'action et des comptes publics Ministre des outre-mer	Mobilités et carrières des fonctionnaires outre-mer	06.03.2018 05.09.2018
M. Gilles Carrez	Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports	Financement du Grand Paris Express et besoins d'emplois de la société du Grand Paris	12.03.2018 06.09.2018
M. Jean-Michel Fauvergue	Ministre de l'intérieur	Définition d'un <i>continuum</i> de sécurité et articulation des interventions respectives des forces de sécurité de l'État, des polices municipales et des acteurs privés de la sécurité	19.03.2018 11.09.2018
Mme Alice Thourot	Ministre de l'intérieur	Définition d'un <i>continuum</i> de sécurité et articulation des interventions respectives des forces de sécurité de l'État, des polices municipales et des acteurs privés de la sécurité	19.03.2018 11.09.2018
Mme Laetitia Avia	<i>Premier ministre</i>	Renforcement de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme sur internet	28.03.2018 20.09.2018
M. Sylvain Waserman	Ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes	Approfondissement de la coopération transfrontalière franco-allemande	03.04.2018 14.05.2018
M. François Cormier-Bouligeon	Ministre des sports	Pratique sportive, tout au long de la vie	23.04.2018 <i>En cours</i>

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Benjamin Dirx	Ministre des sports et ministre de l'Europe et des affaires étrangères	Identification des pistes d'action susceptibles d'optimiser les retombées touristiques des grands événements sportifs internationaux organisés en France	25.04.2018 24.07.2018
M. Stéphane Mazars	Ministre de la cohésion des territoires Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique	Conditions de l'innovation et impact des nouvelles technologies et du numérique pour favoriser le développement des territoires ruraux	02.05.2018 <i>En cours</i>
M. Aurélien Pradié	Ministre de la cohésion des territoires Secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique	Conditions de l'innovation et impact des nouvelles technologies et du numérique pour favoriser le développement des territoires ruraux	02.05.2018 <i>En cours</i>
Mme Perrine Goulet	Ministre de l'action et des comptes publics Ministre des sports	Clarifier les financements des politiques sportives	02.05.2018 17.09.2018
M. Pascal Bois	Ministre de la culture	Préfiguration d'un centre national de la musique	07.05.2018 <i>En cours</i>
Mme Emilie Cariou	Ministre de la culture	Préfiguration d'un centre national de la musique	07.05.2018 <i>En cours</i>
M. Benoît Simian	Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports	Verdissement du parc ferroviaire	11.06.2018 <i>En cours</i>
M. Raphaël Gérard	Ministre de l'économie et des finances Ministre de la culture Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	Préserver et développer en France les métiers d'art et du patrimoine vivant	11.06.2018 <i>En cours</i>

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Philippe Huppé	Ministre de l'économie et des finances Ministre de la culture Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	Préserver et développer en France les métiers d'art et du patrimoine vivant	11.06.2018 <i>En cours</i>
M. Gilles Le Gendre	Ministre de l'économie et des finances Ministre de la culture Secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances	Préserver et développer en France les métiers d'art et du patrimoine vivant	11.06.2018 <i>En cours</i>
Mme Claire Pitollat	Ministre des solidarités et de la santé	Insertion des bénéficiaires du revenu de solidarité active	15.06.2018 18.09.2018
Mme Christine Cloarec	Ministre des solidarités et de la santé Ministre du travail Ministre de l'action et des comptes publics	Le versement de la juste prestation sociale	22.06.2018 24.09.2018
M. Raphaël Gauvain	Garde des sceaux, ministre de la justice Ministre de l'Europe et des affaires étrangères Ministre de l'économie et des finances	Mesures de protection des entreprises françaises confrontées à des procédures judiciaires ou administratives donnant effet à des législations de portée extraterritoriale	11.07.2018 <i>En cours</i>
Mme Michèle Peyron	Ministre des solidarités et de la santé	Évaluation de la politique maternelle et infantile	26.07.2018 <i>En cours</i>
Mme Samantha Cazebonne	Ministre de l'Europe et des affaires étrangères Ministre de l'éducation nationale	Réalisation de l'objectif du doublement de nombre d'élèves scolarisés dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger à l'horizon 2030	26.07.2018 <i>En cours</i>
Mme Françoise Dumas	Ministre d'État, ministre de l'intérieur Ministre de l'économie et des finances	Évolution de l'éducation routière	03.08.2018 <i>En cours</i>

Député concerné	Ministre concerné	Objet	Date début de mission Date de fin de mission
M. Stanislas Guerini	Ministre d'État, ministre de l'intérieur Ministre de l'économie et des finances	Évolution de l'éducation routière	03.08.2018 <i>En cours</i>
Mme Frédérique Tuffnell	Ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire	Préservation des zones humides	03.05.2018 <i>En cours</i>
M. Bruno Bonnell	Ministre de la cohésion des territoires Ministre de l'économie et des finances	L'industrie dans les territoires	20.09.2018 <i>En cours</i>
Mme Stéphanie Rist	Ministre des solidarités et de la santé Ministre de l'éducation nationale	Le renforcement de l'accès à la santé pour les enfants de l'âge de 0 à 6 ans	24.09.2018 <i>En cours</i>

Annexe III

Commissions élargies (PLF 2018) – temps passé en commissions élargies : répartition par mission budgétaire et par commission permanente

Commissions élargies	Durée	Fin	Aff cult	Aff éco	Aff étr	Aff soc	Déf	Dév dur	Lois
Administration générale et territoriale de l'État	1 h 50	*							*
Recherche et enseignement supérieur	2 h 10	*	*	*				*	
Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation	2 h 30	*					*		
Sport, jeunesse et vie associative	2 h 00	*							
Justice	2 h 00	*							*
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	2 h 40	*		*					
Action extérieure de l'État	2 h 15	*		*	*				
Sécurité	2 h 15	*					*		*
Cohésion des territoires	2 h 55	*		*				*	
Aide publique au développement	1 h 40	*			*				
Immigration, asile et intégration	2 h 00	*			*				*
Outre-mer	2 h 05	*		*					*
Travail et emploi	2 h 30	*				*			
Écologie, développement et mobilité durables	2 h 40	*			*			*	
Écologie, développement et mobilité durables	3 h 00	*			*				
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	2 h 10	*				*			*
Défense	2 h 50	*			*		*		
Enseignement scolaire	2 h 30	*	*						
Solidarité, insertion et égalité des chances	1 h 50	*				*			
Conseil et contrôle de l'État	1 h 35	*		*					
Culture	2 h 15	*	*						
Médias, livre et industries culturelles	2 h 10	*			*				
Santé	1 h 50	*				*			
Engagements financiers de l'État	2 h 05	*							
Économie	2 h 30	*		*	*				
Relations avec les collectivités territoriales	2 h 10	*							
Total	58 h 25	58 h 25	6 h 55	16 h 10	19 h 05	8 h 20	7 h 35	7 h 45	12 h 20

Annexe IV⁽⁸¹⁾

Mission d'évaluation et de contrôle (MEC)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Le financement et le suivi de la mise en œuvre des programmes de rénovation urbaine	6	13 h 55	1	39	n° 1163 12 juillet 2018
Les outils publics encourageant l'investissement privé dans la transition écologique	8	16 h 55	-	76	<i>En cours</i>
L'évaluation du financement public de la recherche dans les universités	8	16 h 10	-	56	n° 1213 25 juillet 2018

Travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale (MECSS)

Objet de la mission	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
La politique d'achat des hôpitaux	13	21 h 40	-	46	<i>En cours</i>
La qualité dans les EHPAD	11	18 h 35	-	37	n° 1214 26 juillet 2018

⁸¹ Pour les missions dont les travaux ont débuté sous la précédente session, le choix a été fait d'indiquer ici la totalité des travaux et des auditions qui ont abouti à la publication du rapport.

Travaux des missions d'information communes à plusieurs commissions permanentes

Objet de la mission	Commissions permanentes concernées	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Les procédures de poursuite des infractions fiscales	- Finances - Lois	18 octobre 2017	27	40 h 25	2	66	n° 982 23 mai 2018
L'utilisation des produits phytopharmaceutiques	- Affaires culturelles - Affaires économiques - Affaires sociales - Développement durable	26 octobre 2017	38	52 h 10	-	96	n° 852 5 avril 2018
La préparation d'une nouvelle étape de la décentralisation en faveur du développement des territoires	- Développement durable - Lois	9 novembre 2017	27	33 h 10	-	69	n° 1015 31 mai 2018
Le foncier agricole	- Affaires économiques - Développement durable - Finances	8 février 2018	36	47 h 25	-	87	<i>En cours</i>
Les usages des bloc-chaînes (blockchains) et autres technologies de certification de registres	- Affaires économiques - Affaires étrangères - Finances - Lois	8 février 2018	31	35 h 10	-	106	<i>En cours</i>
Les chambres de commerce et d'industrie	- Affaires économiques - Développement durable - Finances	21 mars 2018	13	15 h 40	-	65	n° 1189 24 juillet 2018

Objet de la mission	Commissions permanentes	Nomination du	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du
L'évaluation de loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron »	- Affaires économiques - Affaires sociales - Développement durable - Lois	17 avril 2018	2	2 h 00	-	5	<i>En cours</i>
Le suivi de la stratégie de sortie du glyphosate	- Affaires économiques - Affaires sociales - Développement durable	27 septembre 2018	1	0 h 30	-	0	<i>En cours</i>
Site de stockage souterrain de déchets StocaMine	- Affaires étrangères - Développement durable	19 avril 2018	19	23 h 45	-	48	n° 1239 18 septembre 2018

Travaux des missions d'information créées en application de l'article 145, alinéa 4, du Règlement

Objet de la mission	Création de la mission	Nomination du bureau	Réunions		Auditions		N° et date de dépôt du rapport
			Nom bre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres	
Avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie	01/08/2017	03/10/2017	15	14 h 20	1	14	<i>En cours</i>
Gestion des événements climatiques majeurs dans les zones littorales de l'hexagone et des Outre-mer	14/11/2017	24/11/2017	41	50 h 45	-	78	<i>En cours</i>
Suivi des négociations liées au Brexit et l'avenir des relations de l'Union européenne et de la France avec le Royaume-Uni	21/11/2017	21/12/2017	9	19 h 45	2	38	<i>En cours</i>
Révision de la loi relative à la bioéthique	12/06/2018	11/07/2018	21	30 h 45	-	45	<i>En cours</i>
Freins à la transition énergétique	19/06/2018	18/07/2018	5	4 h 20	-	4	<i>En cours</i>

Annexe V

Demandes de consultation des commissions sur des nominations

Date de la demande	Fonction	Nom	Commission	Avis AN Date	Date de nomination et publication au JO
13/10/2017	Présidente de la Haute autorité de santé	Mme Dominique Le Guludec	Aff. sociales	Favorable (18 pour) JO du 17/11/2017	04/12/2017 JO du 05/12/2017
16/11/2017	Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations	M. Éric Lombard	Finances	Favorable (19 pour, 5 contre) JO du 02/12/2017	08/12/2017 JO du 09/12/2017
27/11/2017	Directeur général de Pôle emploi	M. Jean Bassères	Aff. sociales	Favorable (22 pour, 0 contre) JO du 08/12/2017	13/12/2017 JO du 14/12/2017
03/01/2018	Président du Centre national de la recherche scientifique	M. Antoine Petit	Aff. culturelles	Favorable (37 pour, 0 contre) JO du 18/01/2018	17/01/2018 JO du 18/01/2018
20/01/2018	Directeur général de la société anonyme Bpifrance	M. Nicolas Dufourcq	Finances	Favorable (23 pour, 4 contre) JO du 02/02/2018	22.02.2018 JO du 24.02.2018
23/02/2018	Président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie	M. Arnaud Leroy	Dév. durable	Favorable (35 voix pour, 0 contre) JO du 09/03/2018	14/03/2018 JO du 15/03/2018
23/02/2018	Commission nationale du débat public	Mme Chantal Jouanno	Dév. durable	Favorable (28 pour, 4 contre) JO du 09/03/2018	20/03/2018 JO du 22/03/2018
06/03/2018	Autorité de contrôle des nuisances aéroportuaires	M. Gilles Leblanc	Dév. durable	Favorable (27 pour, 3 contre) JO du 24/03/2018	06/04/2018 JO du 07/04/2018
05/03/2018	Président du conseil d'administration de l'agence de financement des infrastructures de transport de France	M. Christophe Béchu	Dév. durable	Favorable (35 pour, 5 contre) JO du 30/03/2018	23/04/2018 JO du 25/04/2018
06/04/2018	Administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	M. François Jacq	Affaires économiques	Favorable (25 pour, 0 contre) JO du 21/04/2018	20/04/2018 JO du 21/04/2018

13/06/2018	Présidence du directoire de la Compagnie nationale du Rhône	Mme Élisabeth Ayrault	Affaires économiques	Favorable (41 pour, 3 contre) JO du 28/06/2018	16/07/2018 JO du 17/07/2018
19/07/2018	Médiateur du crédit aux candidats et aux partis politiques	M. Jean-Raphaël Alventosa	Lois	Favorable (12 pour, 3 contre) JO du 2/08/2018	03/08/2018 JO du 04/08/2018

Annexe VI⁽⁸²⁾

Propositions de résolution présentées en application des articles 88-4 et 88-6 de la Constitution

Propositions de résolution adoptées en séance

Objet et numéro de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Adoption en séance le
relative à l'interdiction de la pêche électrique	n° 715 21.02.2018	Affaires économiques	06.03.2018
sur le premier paquet Mobilité, présenté par la Commission européenne le 31 mai 2017	n° 681 21.02.2018	Dév. Durable	06.03.2018
sur une agriculture durable pour l'Union européenne	n° 1094 20.06.2018	Aff. éco	28.06.2018

Propositions de résolution considérées comme définitives

Objet de la résolution	N° de rapport et date de dépôt	Commission saisie au fond	Considérée comme définitive le
sur le détachement des travailleurs au sein de l'Union européenne	<i>En cours</i>	Aff. soc.	06.12.2017
sur le marché unique du numérique	n° 489 13.12.2017	Aff. éco.	31.12.2017
sur la transition énergétique dans l'Union européenne	n° 684 21.02.2018	Dév durable	09.03.2018
relative à l'Europe de la Défense et son articulation avec l'OTAN	<i>En cours</i>	Défense	07.04.2018
relative à la gouvernance de la zone euro	n° 1025 06.06.2018	Finances	23.06.2018
portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (les "plans stratégiques relevant de la PAC") et financés par le Fonds européen agricole de garantie et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (COM(2018) 392 final)	<i>En cours</i>	Aff. éco.	25.08.2018

⁸² Le choix a été fait d'indiquer ici les seules propositions de résolution déposées pendant la période couverte par ce recueil.

Annexe VII

Liste des commissions d'enquête (créeses sur la période)

Objet de la commission d'enquête	Groupe politique à l'origine de la demande	Date de la création	Date de la nomination du Bureau	Rapport de la commission d'enquête
chargée d'examiner les décisions de l'Etat en matière de politique industrielle, au regard des fusions d'entreprises intervenues récemment, notamment dans les cas d'Alstom, d'Alcatel et de STX, ainsi que les moyens susceptibles de protéger nos fleurons industriels nationaux dans un contexte commercial mondialisé	LR	31/10/2017	16.11.2017	n° 897 19/04/2018 M. Guillaume Kasbarian (LaREM)
tendant à la création d'une commission d'enquête sur les maladies et pathologies professionnelles dans l'industrie (risques chimiques, psychosociaux ou physiques) et les moyens à déployer pour leur élimination	GDR	23/01/2018	14/02/2018	n° 1181 19/07/2018 M. Pierre Dharréville (GDR)
sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires	REM	31/01/2018	08/02/2018	n° 1122 28/06/2018 Mme Barbara Pompili (LaREM)
chargée de tirer les enseignements de l'affaire Lactalis et d'étudier à cet effet les dysfonctionnements des systèmes de contrôle et d'information, de la production à la distribution, et l'effectivité des décisions publiques	NG	20/02/2018	27/03/2018	n° 1179 19/07/2018 M. Grégory Besson-Moreau (LaREM)
sur l'égal accès aux soins des Français sur l'ensemble du territoire et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la désertification médicale en milieux rural et urbain	UDI-AGIR	13/03/2018	29/03/2018	n° 1185 19/07/2018 M. Philippe Vigier (LC)
sur l'alimentation industrielle : qualité nutritionnelle, rôle dans l'émergence de pathologies chroniques, impact social et environnemental de sa provenance	FI	27/03/2018	18/04/2018	n° 1266 28/09/2018 Mme Michèle Crouzet (LaREM)

Travaux des commissions d'enquête (travaux sur la période du 1^{er} octobre 2017 au 30 septembre 2018)

Objet de la commission d'enquête	Réunions		Personnes auditionnées ou rencontrées	
	Nombre	Durée	Membres du Gouvernement	Autres
chargée d'examiner les décisions de l'Etat en matière de politique industrielle, au regard des fusions d'entreprises intervenues récemment, notamment dans les cas d'Alstom, d'Alcatel et de STX, ainsi que les moyens susceptibles de protéger nos fleurons industriels nationaux dans un contexte commercial mondialisé	53	79 h 15	3	124
tendant à la création d'une commission d'enquête sur les maladies et pathologies professionnelles dans l'industrie (risques chimiques, psychosociaux ou physiques) et les moyens à déployer pour leur élimination	25	36 h 20	-	79
sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires	60	74 h 40	2	69
chargée de tirer les enseignements de l'affaire Lactalis et d'étudier à cet effet les dysfonctionnements des systèmes de contrôle et d'information, de la production à la distribution, et l'effectivité des décisions publiques	30	36 h 45	3	89
sur l'égal accès aux soins des Français sur l'ensemble du territoire et sur l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre pour lutter contre la désertification médicale en milieux rural et urbain	34	45 h 20	1	114
sur l'alimentation industrielle : qualité nutritionnelle, rôle dans l'émergence de pathologies chroniques, impact social et environnemental de sa provenance	44	56 h 45	-	75

Annexe VIII

Propositions de loi Assemblée nationale rejetées

1. Proposition de loi (n° 150) visant à restaurer la compétitivité de l'agriculture française et sa place centrale dans l'aménagement du territoire par l'allègement des charges administratives et fiscales indues et l'équité des conditions de la concurrence (1^{ère} séance du jeudi 12 octobre 2017) ;
2. Proposition de loi (n° 248) visant à instaurer une taxe sur les transferts de sportifs professionnels (2^e séance du jeudi 7 décembre 2017) ;
3. Proposition de loi (n° 516) sur le *burn-out*, visant à faire reconnaître comme maladies professionnelles les pathologies psychiques résultant de l'épuisement professionnel (1^{ère} séance du jeudi 1^{er} février 2018) ;
4. Proposition de loi constitutionnelle (n° 498) visant à faire de l'accès à l'eau un droit inaliénable (2^e séance du jeudi 1^{er} février 2018) ;
5. Proposition de loi (n° 520) relative à la mise en place d'un récépissé dans le cadre d'un contrôle d'identité (3^e séance du jeudi 1^{er} février 2018) ;
6. Proposition de loi (n° 584) relative à la gratuité des transports scolaires (2^e séance du jeudi 8 mars 2018) ;
7. Proposition de loi (n° 706) visant à augmenter le pouvoir d'achat grâce à la création d'un ticket-carburant (2^e séance du jeudi 5 avril 2018) ;
8. Proposition de loi (n° 936) relative au pouvoir d'adaptation des vitesses maximales autorisées par les autorités titulaires du pouvoir de police de la circulation (1^{ère} séance du jeudi 21 juin 2018) ;

Propositions de loi Sénat rejetées

Aucune proposition de loi du Sénat n'a fait l'objet d'un rejet à l'Assemblée nationale sur la période.

Propositions de loi Assemblée nationale renvoyées en commission

1. Proposition de loi (n° 86) pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération (2^e séance du jeudi 12 octobre 2017) ;
2. Proposition de loi (n° 303) créant une Agence nationale pour la cohésion des territoires (2^e séance du jeudi 7 décembre 2017) ;
3. Proposition de loi (n° 477) visant à lutter contre la désertification médicale (1^{ère} séance du jeudi 18 janvier 2018) ;
4. Proposition de loi (n° 476) relative à l'entreprise nouvelle et aux nouvelles gouvernances (2^e séance du jeudi 18 janvier 2018) ;
5. Proposition de loi (n° 586) visant à lutter contre la précarité professionnelle des femmes (1^{ère} séance du jeudi 8 mars 2018) ;
6. Proposition de loi (n° 589) pour une reconnaissance sociale des aidants (2^e séance du jeudi 8 mars 2018) ;
7. Proposition de loi (n° 585) créant une liste française des paradis fiscaux (3^e séance du jeudi 8 mars 2018) ;
8. Proposition de loi (n° 587) visant à lutter contre les marchands de sommeil (3^e séance du jeudi 8 mars 2018) ;
9. Proposition de loi (n° 702) relative à l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires (1^{ère} séance du jeudi 5 avril 2018) ;
10. Proposition de loi (n° 232) visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1^{er} juillet 1964 (2^e séance du jeudi 5 avril 2018) ;
11. Proposition de loi (n° 849) visant à créer un droit voisin au profit des éditeurs de services de presse en ligne (2^e séance du jeudi 17 mai 2018).

Annexe IX

Liste chronologique des lois promulguées⁽⁸³⁾

Date de publication au <i>Journal officiel</i>	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés ⁽⁸⁴⁾
19/10/2017	Loi n° 2017-1477 du 18 octobre 2017 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces	Projet	0
19/10/2017	Loi n° 2017-1478 du 18 octobre 2017 autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République portugaise relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile et l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles	Projet	0
19/10/2017	Loi n° 2017-1479 du 18 octobre 2017 autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu	Projet	0
24/10/2017	Loi n° 2017-1487 du 23 octobre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé	Projet	0
31/10/2017	Loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme	Projet	20
18/11/2017	Loi n° 2017-1575 du 17 novembre 2017 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire	Projet	0

⁸³ Les lois suivies d'un astérisque ont fait l'objet d'une décision du Conseil constitutionnel en application de l'article 61 de la Constitution.

⁸⁴ Nombre d'amendements adoptés en séance, toutes lectures confondues, par l'Assemblée nationale.

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés
18/11/2017	Loi n° 2017-1576 du 17 novembre 2017 autorisant la ratification du protocole relatif à la convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime et du protocole relatif au protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental	Projet	0
02/12/2017	Loi n° 2017-1640 du 1er décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 *	Projet	19
24/12/2017	Loi n° 2017-1742 du 22 décembre 2017 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse	Projet	0
27/12/2017	Loi n° 2017-1752 du 25 décembre 2017 autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica	Projet	0
27/12/2017	Loi n° 2017-1753 du 25 décembre 2017 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica	Projet	0
27/12/2017	Loi n° 2017-1754 du 25 décembre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense	Projet	3
29/12/2017	Loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017 de finances rectificative pour 2017 (2) *	Projet	189
31/12/2017	Loi n° 2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 *	Projet	301
31/12/2017	Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018 *	Projet	566
31/12/2017	Loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations	Proposition	11
31/12/2017	Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement	Projet	81
31/12/2017	Loi n° 2017-1840 du 30 décembre 2017 autorisant la ratification du protocole sur les priviléges et immunités de la juridiction unifiée du brevet	Projet	0

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés
31/12/2017	Loi n° 2017-1841 du 30 décembre 2017 ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé	Projet	2
23/01/2018	Loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 *	Projet	41
01/02/2018	Loi n° 2018-51 du 31 janvier 2018 relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections	Proposition	0
01/02/2018	Loi n° 2018-52 du 31 janvier 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile	Projet	0
01/02/2018	Loi n° 2018-53 du 31 janvier 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière	Projet	0
14/02/2018	Loi n° 2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap	Proposition	5
27/02/2018	Loi n° 2018-132 du 26 février 2018 ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé	Projet	0
27/02/2018	Loi n° 2018-133 du 26 février 2018 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité	Projet	2
03/03/2018	Loi n° 2018-148 du 2 mars 2018 ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement	Projet	28

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés
03/03/2018	Loi n° 2018-149 du 2 mars 2018 autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résidant en Algérie	Projet	0
03/03/2018	Loi n° 2018-150 du 2 mars 2018 autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part	Projet	0
03/03/2018	Loi n° 2018-151 du 2 mars 2018 autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone	Projet	0
09/03/2018	Loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et à la réussite des étudiants *	Projet	37
16/03/2018	Loi n° 2018-180 du 15 mars 2018 autorisant l'approbation de la convention d'extradition signée le 2 mai 2007 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat des Emirats arabes unis	Projet	0
16/03/2018	Loi n° 2018-181 du 15 mars 2018 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les Etats-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses Etats membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège, quatrièmement	Projet	0
16/03/2018	Loi n° 2018-182 du 15 mars 2018 autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de l'Etat d'Israël, d'autre part	Projet	0
17/03/2018	Loi n° 2018-185 du 16 mars 2018 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Comores	Projet	0
21/03/2018	Loi n° 2018-187 du 20 mars 2018 permettant une bonne application du régime d'asile européen *	Proposition	10

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés
27/03/2018	Loi n° 2018-202 du 26 mars 2018 relative à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024	Projet	30
31/03/2018	Loi n° 2018-217 du 29 mars 2018 ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social *	Projet	30
04/04/2018	Loi n° 2018-237 du 3 avril 2018 autorisant la ratification de protocole n°16 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales	Projet	0
14/04/2018	Loi n° 2018-266 du 13 avril 2018 visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat	Proposition	1
20/04/2018	Loi organique n° 2018-280 du 19 avril 2018 relative à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie *	Projet	0
20/04/2018	Loi n° 2018-281 du 19 avril 2018 autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et des autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs	Projet	0
21/04/2018	Loi n° 2018-287 du 20 avril 2018 ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations	Projet	5
28/04/2018	Loi n° 2018-305 du 27 avril 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la viabilité des routes nationales 20, 320 et 22 entre Tarascon-sur-Ariège et la frontière franco-andorrane	Projet	0
21/06/2018	Loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles *	Projet	53
26/06/2018	Loi n° 2018-509 du 25 juin 2018 relative à l'élection des représentants au Parlement européen *	Projet	7
28/06/2018	Loi n° 2018-515 du 27 juin 2018 pour un nouveau pacte ferroviaire	Projet	45

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés
29/06/2018	Loi n° 2018-527 du 28 juin 2018 relative au défibrillateur cardiaque	Proposition	5
07/07/2018	Loi n° 2018-581 du 6 juillet 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat plurinational de Bolivie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	Projet	0
07/07/2018	Loi n° 2018-582 du 6 juillet 2018 autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie	Projet	0
13/07/2018	Loi n° 2018-604 du 12 juillet 2018 autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices	Projet	0
14/07/2018	Loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	Projet	65
24/07/2018	Loi n° 2018-643 du 23 juillet 2018 relative aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie	Projet	0
26/07/2018	Loi n° 2018-652 du 25 juillet 2018 de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017	Projet	0
31/07/2018	Loi n° 2018-670 du 30 juillet 2018 relative à la protection du secret des affaires *	Proposition	11
04/08/2018	Loi n° 2018-692 du 3 août 2018 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relative à la réadmission des personnes en situation irrégulière	Projet	0

Date de publication au Journal officiel	Texte de loi	Type de texte	Amendements adoptés
05/08/2018	Loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique	Proposition	0
05/08/2018	Loi n° 2018-698 du 3 août 2018 relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire	Proposition	8
05/08/2018	Loi n° 2018-699 du 3 août 2018 visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination	Proposition	19
05/08/2018	Loi n° 2018-700 du 3 août 2018 ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur	Projet	8
05/08/2018	Loi n° 2018-701 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les rodéos motorisés	Proposition	3
05/08/2018	Loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes	Proposition	8
05/08/2018	Loi n° 2018-703 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	Projet	29
11/08/2018	Loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance	Projet	203
06/09/2018	Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel *	Projet	320
11/09/2018	Loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie *	Projet	75

Annexe X⁽⁸⁵⁾

Textes examinés en application de l'article 29 C. (sessions extraordinaires)

Projets :

- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (nouvelle lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de la convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat sur les relations et la coopération entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Nouvelle-Zélande, d'autre part (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'adhésion au protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, adopté à New York le 31 mai 2001 (première lecture) ;
- projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace (première lecture) ;
- projet de loi relatif aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie (lecture CMP) ;
- projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (nouvelle lecture) ;
- projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (nouvelle lecture) ;
- projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (lecture définitive) ;
- projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (lecture définitive) ;
- projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (lecture définitive) ;
- projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (lecture CMP) ;
- projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (nouvelle lecture) ;
- projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (première lecture) ;
- projet de loi relatif à la croissance et la transformation des entreprises (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relatif à l'activité professionnelle salariée des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Équateur sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou relatif à l'activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord instituant la Fondation internationale UE-ALC (première lecture) ;

⁸⁵ Les votes solennels ne sont pas pris en compte.

- projet de loi autorisant la ratification de l'accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part (première lecture).

Propositions :

- proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations (première lecture) ;
- proposition de loi organique relative à la lutte contre les fausses informations (première lecture) ;
- proposition de loi renforçant la lutte contre les rodéos motorisés (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes (nouvelle lecture) ;
- proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (lecture CMP) ;
- proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire (lecture CMP) ;
- proposition de loi relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes (lecture définitive).

Textes examinés en application de l'article 48 C.

Semaine du Gouvernement :

Projets :

- projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République portugaise relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile et l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification du protocole sur les priviléges et immunités de la juridiction unifiée du brevet (première lecture) ;
- projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (texte CMP) ;
- projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (première lecture) ;
- projet de loi de finances pour 2018 (première lecture) ;
- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (première lecture)
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (première lecture) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (lecture définitive) ;
- projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social (première lecture) ;
- projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (première lecture) ;
- projet de loi de finances pour 2018 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (2) (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone (première lecture) ;

- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation du protocole annexe à la convention générale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire sur la sécurité sociale du 1er octobre 1980 relatif aux soins de santé programmés dispensés en France aux ressortissants algériens assurés sociaux et démunis non assurés sociaux résident en Algérie (première lecture) ;
- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé (texte CMP) ;
- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (nouvelle lecture) ;
- projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (lecture définitive)
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (2) (nouvelle lecture) ;
- projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (première lecture) ;
- projet de loi de finances pour 2018 (lecture définitive) ;
- projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (lecture définitive) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (2) (lecture définitive)
- projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (première lecture) ;
- projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (texte CMP) ;
- projet de loi relatif à la protection des données personnelles (première lecture) ;
- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (première lecture) ;
- projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement (texte CMP) ;
- projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la viabilité des routes nationales 20, 320 et 22 entre Tarascon-sur-Ariège et la frontière franco-andorrane (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification du protocole n° 16 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (première lecture) ;
- projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (texte CMP) ;
- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé (lecture définitive) ;

- projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (texte CMP) ;
- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (deuxième lecture) ;
- projet de loi organique relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie (première lecture) ;
- projet de loi relatif à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (texte CMP) ;
- projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (première lecture) ;
- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations (texte CMP) ;
- projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs (première lecture) ;
- projet de loi relatif à la protection des données personnelles (nouvelle lecture) ;
- projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (première lecture) ;
- projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière (première lecture) ;
- projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (première lecture) ;
- projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (première lecture) ;
- projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (texte CMP) ;
- projet de loi pour un Etat au service d'une société de confiance (nouvelle lecture) ;
- projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (texte CMP) ;
- projet de loi autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine portant sur l'application de l'accord du 18 septembre 2007 entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat plurinational de Bolivie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre (première lecture) ;
- projet de loi relatif aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie (première lecture).

Propositions :

- proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée nationale ;
- proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (texte CMP) ;
- proposition de résolution Pour un nouveau Traité de l'Élysée ; Accroître le rôle des parlements dans la coopération franco-allemande (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen (deuxième lecture) ;
- proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la protection du secret des affaires (texte CMP).

Semaine de l'Assemblée :

Projets :

- projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense (première lecture) ;
- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (nouvelle lecture) ;
- projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement (nouvelle lecture) ;
- projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre les États-Unis d'Amérique, premièrement, l'Union européenne et ses États membres, deuxièmement, l'Islande, troisièmement, et le Royaume de Norvège (première lecture) ;
- projet de loi autorisant la ratification de l'accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre l'Union européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Gouvernement de l'Etat d'Israël (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'extradition signée le 2 mai 2007 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'État des Émirats arabes unis (première lecture) ;
- projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Comores (première lecture) ;
- projet de loi relatif à la protection des données personnelles (lecture définitive) ;
- projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (texte CMP) ;
- projet de loi renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes (première lecture) ;
- projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (première lecture).

Propositions :

- proposition de résolution visant à promouvoir les symboles de l'Union européenne (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes (première lecture) ;
- proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires ;
- proposition de résolution relative à l'interdiction de la pêche électrique (article 34-1 de la Constitution) ;
- Proposition de résolution sur le premier " paquet Mobilité ", présenté par la Commission européenne le 31 mai 2017 (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi portant transposition de la directive (UE) 2016/943 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 sur la protection des savoir-faire et des informations

- commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites (première lecture) ;
- proposition de loi visant à simplifier et mieux encadrer le régime d'ouverture et de contrôle des établissements privés hors contrat (première lecture) ;
 - proposition de loi relative à la lutte contre la manipulation de l'information (première lecture) ;
 - proposition de loi organique relative à la lutte contre la manipulation de l'information (première lecture) ;
 - proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les écoles et les collèges (première lecture).

Semaine de contrôle (art. 48, al. 4 C) :

Projets :

Par priorité à la demande du Gouvernement

- projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 (lecture définitive) ;
- projet de loi de finances rectificative pour 2017 (2) (première lecture) ;
- projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017 (première lecture).

Propositions :

- proposition de résolution pour un usage plus proportionné et pertinent de la décote applicable aux cessions de biens et actifs immobiliers du domaine privé de l'État (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution visant à mettre le peuple et ses aspirations au cœur des débats budgétaires (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution visant à pérenniser les moyens nécessaires à la participation du ministère de la justice à l'effort national de lutte contre le terrorisme (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution visant à promouvoir l'autonomie fiscale des collectivités territoriales (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour une politique budgétaire de réduction des inégalités, en faveur de la cohésion sociale et territoriale (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution relative au suivi et au pilotage de la production de logements sociaux (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution relative à la lutte contre la pollution du transport maritime et à la promotion des carburants marins alternatifs (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour le renforcement des outils et des moyens de pilotage de la recherche publique (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution pour une révision générale des taxes à faible rendement (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de résolution concernant les certificats d'économie d'énergie (article 34-1 de la Constitution).

Journées réservées aux groupes de l'opposition et minoritaires (art. 48, al. 5 C) :

- proposition de loi visant à restaurer la compétitivité de l'agriculture française et sa place centrale dans l'aménagement du territoire par l'allègement des charges administratives et fiscales indues et l'équité des conditions de la concurrence (première lecture) ;
- proposition de loi, adoptée par le Sénat, pour le maintien des compétences « eau » et « assainissement » dans les compétences optionnelles des communautés de communes et des communautés d'agglomération (première lecture) ;
- proposition de résolution relative à l'engagement associatif et à sa reconnaissance (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (première lecture) ;
- proposition de loi relative au principe de garde alternée des enfants (première lecture) ;
- proposition de loi créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap (première lecture) ;
- proposition de loi visant à instaurer une taxe sur les transferts de sportifs professionnels (première lecture) ;
- proposition de loi créant une Agence pour la cohésion des territoires (première lecture) ;
- proposition de loi permettant une bonne application du régime d'asile européen (première lecture) ;
- proposition de loi visant à lutter contre la désertification médicale (première lecture) ;
- proposition de loi entreprise nouvelle et nouvelles gouvernances (première lecture) ;
- proposition de loi relative aux modalités de dépôt de candidature aux élections (deuxième lecture) ;
- proposition de loi visant à faciliter la sortie de l'indivision successorale et à relancer la politique du logement en outre-mer (première lecture) ;
- proposition de loi sur le burn-out visant à faire reconnaître comme maladies professionnelles les pathologies psychiques résultant de l'épuisement professionnel (première lecture) ;
- proposition de résolution sur l'importance démocratique de l'utilisation de la voie référendaire pour la ratification du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada (article 34-1 de la Constitution) ;
- proposition de loi constitutionnelle visant à faire de l'accès à l'eau un droit inaliénable (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la mise en place d'un récépissé dans le cadre d'un contrôle d'identité (première lecture) ;
- proposition de loi relative à l'euthanasie et au suicide assisté, pour une fin de vie digne (première lecture) ;
- proposition de loi visant à lutter contre la précarité professionnelle des femmes (première lecture) ;
- proposition de loi pour une reconnaissance sociale des aidants (première lecture) ;
- proposition de loi relative à la gratuité des transports scolaires (première lecture) ;
- proposition de loi créant une liste française des paradis fiscaux (première lecture) ;
- proposition de loi visant à lutter contre les marchands de sommeil (première lecture) ;
- proposition de loi relative à l'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires (première lecture) ;
- proposition de loi visant à augmenter le pouvoir d'achat grâce à la création d'un ticket-carburant (première lecture) ;
- proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 (première lecture) ;

- proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites (première lecture) ;
- proposition de loi en faveur de l'engagement associatif (première lecture) ;
- proposition de loi visant à créer un droit voisin au profit des éditeurs de services de presse en ligne (première lecture) ;
- proposition de loi relative à l'amélioration de la prestation de compensation du handicap (première lecture) ;
- proposition de loi relative à l'expertise des comités de protection des personnes (première lecture) ;
- proposition de loi relative au pouvoir d'adaptation des vitesses maximales autorisées par les autorités titulaires du pouvoir de police de la circulation (première lecture)
- proposition de résolution visant à créer une commission d'enquête relative à la lutte contre les groupuscules prônant la violence ;
- proposition de loi visant à renforcer les droits des consommateurs en matière de démarchage téléphonique (première lecture) ;
- proposition de loi de défense du droit de propriété et créant un délit d'occupation sans droit ni titre d'un immeuble (première lecture).

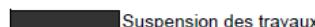
Annexe XI

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2017-2018

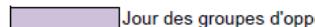
arrêté par les Conférences des Présidents du 1^{er} août 2017 et du 17 avril 2018

2017			2018		
OCTOBRE	NOVEMBRE	DECEMBRE	JANVIER	FEVRIER	MARS
L 2		M 1 Férié	V 1	J 1 FI	J 1
M 3	J 2	S 2	M 2	V 2	S 3
M 4	V 3	D 3	M 3	S 3	D 4
J 5	S 4	L 4	J 4	L 5	L 5
V 6	D 5	M 5	V 5	M 6	M 6
S 7	L 6	M 6	S 6	M 7	M 7
D 8	M 7	J 7	LC	D 8	J 8
L 9	M 8	V 8	L 8	J 8	GDR
M 10	J 9	S 9	M 9	V 9	V 9
M 11	V 10	D 10	M 10	S 10	S 10
J 12	LR	S 11 Férié	J 11	D 11	D 11
V 13	D 12	M 12	V 12	L 12	L 12
S 14	L 13	M 13	S 13	M 13	M 13
D 15	M 14	J 14	D 14	M 14	S 14
L 16	M 15	V 15	L 15	J 15	D 15
M 17	J 16	S 16	M 16	V 16	L 16
M 18	V 17	D 17	M 17	S 17	M 17
J 19	S 18	L 18	J 18 NG	J 15	J 17
V 20	D 19	M 19	V 19	L 19	MODEM
S 21	L 20	M 20	S 20	M 20	L 18
D 22	M 21	J 21	D 21	M 21	M 19
L 23	M 22	V 22	L 22	J 22	M 20
M 24	J 23	S 23	M 23	V 23	S 21
M 25	V 24	D 24	M 24	S 24	D 22
J 26	S 25	L 25	J 25	D 25	L 23
V 27	D 26	M 26	V 26	L 26	M 23
S 28	L 27	M 27	S 27	M 27	M 24
D 29	M 28	J 28	D 28	M 28	J 24
L 30	M 29	V 29	L 29	J 29	M 25
M 31	J 30	MODEM	S 30	D 29	V 25
		D 31	M 31	L 30	J 26
					S 26
					D 27
					L 28
					J 28
					M 28
					V 29
					S 30
					J 31

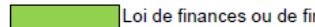
 Semaine du Gouvernement

 Suspension des travaux

 Semaine de l'Assemblée nationale

 Jour des groupes d'opposition ou minoritaires

 Semaine de contrôle

 Loi de finances ou de financement de la sécurité sociale

Annexe XII

Textes sur lesquels a été engagée une procédure accélérée au cours de la session 2017-2018

Date de publication (JOLD)	Nature du texte	Origine	Numéro de dépôt	Objet	Adoption définitive		
					Niveau de lecture	Lieu d'adoption	Date d'adoption
12/10/2017	Projet	AN	270	autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone	1 ^{ère} lecture	S	15/02/2018
19/10/2017	Projet	Sénat	373	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la fiscalité applicable dans l'enceinte de l'aéroport de Bâle-Mulhouse	1 ^{ère} lecture	AN	18/12/2017
03/11/2017	Proposition	AN	310	relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations	lecture CMP	AN	21/12/2017
23/11/2017	Projet	AN	391	relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants	lecture CMP	S	15/02/2018
23/11/2017	Projet	Sénat	530	portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité	lecture définitive	AN	15/02/2018
28/11/2017	Projet	AN	424	pour un État au service d'une société de confiance	lecture définitive	AN	31/07/2018
12/12/2017	Projet	Sénat	679	relatif à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie	1 ^{ère} lecture	AN	20/03/2018

14/12/2017	Projet	AN	490	relatif à la protection des données personnelles	lecture définitive	AN	14/05/2018
16/11/2017	Projet	AN	383	relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024	1 ^{ère} lecture	S	15/03/2018
04/01/2018	Projet	AN	539	relatif à l'élection des représentants au Parlement européen	lecture CMP	S	23/05/2018
12/01/2018	Proposition	AN	536	relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes	lecture définitive	AN	31/07/2018
13/01/2018	Projet	AN	368	ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur	nouvelle lecture	S	25/07/2018
02/02/2018	Projet	AN	627	pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable	lecture définitive	AN	02/10/2018
09/02/2018	Projet	AN	659	relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense	lecture CMP	S	28/06/2018
22/02/2018	Projet	AN	390	autorisant l'approbation de l'accord-cadre sur la coopération sanitaire transfrontalière entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse et de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la coopération sanitaire transfrontalière	-	-	-
22/02/2018	Proposition	AN	675	portant transposition de la directive du Parlement européen et du Conseil sur la protection des savoir-faire et des informations commerciales non divulgués contre l'obtention, l'utilisation et la divulgation illicites	lecture CMP	S	21/06/2018

22/02/2018	Projet	AN	714	pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif	lecture définitive	AN	01/08/2018
01/03/2018	Projet	Sénat	859	ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV de code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence	lecture CMP	AN	13/07/2018
15/03/2018	Projet	AN	764	pour un nouveau pacte ferroviaire	lecture CMP	S	14/06/2018
22/03/2018	Projet	AN	778	renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes	lecture CMP	AN	01/08/2018
27/03/2018	Proposition	AN	772	relative à la lutte contre les fausses informations (org.)	-	-	-
27/03/2018	Proposition	AN	799	relative à la lutte contre les fausses informations	-	-	-
29/03/2018	Projet	Sénat	1142	relatif à la lutte contre la fraude	-	-	-
05/04/2018	Projet	AN	846	portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique	-	-	-
07/04/2018	Proposition	AN	840	visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination	lecture CMP	S	26/07/2018
24/04/2018	Projet	Sénat	1350	organique relatif au renforcement de l'organisation des juridictions	-	-	-
24/04/2018	Projet	Sénat	1349	de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice	-	-	-
28/04/2018	Projet	AN	904	pour la liberté de choisir son avenir professionnel	lecture définitive	AN	01/08/2018

17/05/2018	Proposition	AN	940	renforçant la lutte contre les rodéos motorisés	1 ^{ère} lecture	S	26/07/2018
17/05/2018	Proposition	AN	941	relative à l'interdiction de l'usage du téléphone portable dans les écoles et les collèges	lecture CMP	AN	30/07/2018
24/05/2018	Projet	AN	976	pour une démocratie plus représentative responsable et efficace	-	-	-
24/05/2018	Projet	AN	977	pour une démocratie plus représentative responsable et efficace (organique)	-	-	-
24/05/2018	Projet	AN	980	de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2017	1 ^{ère} lecture	S	12/07/2018
20/06/2018	Projet	AN	1088	relatif à la croissance et la transformation des entreprises	-	-	-

Annexe XIII

Textes ayant fait l'objet d'une discussion selon la procédure d'examen simplifiée

	N° dépôt	Nature	Origine	Texte	Date de la discussion
1	114	Projet	S	autorisant la ratification de l'avenant modifiant la convention du 14 janvier 1971 entre la France et le Portugal tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu	04/10/2017
2	112	Projet	S	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie relatif au statut de leurs forces	04/10/2017
3	111	Projet	S	autorisant la ratification de l'accord entre la République française et la République portugaise relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la sécurité civile et l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg relatif à l'assistance et à la coopération dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles	04/10/207
4	146	Projet	AN	autorisant la ratification du protocole sur les priviléges et immunités de la juridiction unifiée du brevet	04/10/2017
5	160	Projet	S	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica	18/12/2017
6	159	Projet	S	autorisant l'approbation de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica	18/12/2017
7	168	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération transfrontalière en matière policière et douanière	18/12/2017

8	167	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relatif à la coopération technique et à l'assistance mutuelle en matière de sécurité civile	18/12/2017
9	270	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'amendement au protocole de Montréal du 16 septembre 1987 relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone	18/12/2017
10	509	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre concernant l'amélioration de la viabilité des routes nationales 20, 320 et 22 entre Tarascon-sur-Ariège et la frontière franco-andorrane	15/02/2018
11	670	Projet	S	autorisant l'approbation du protocole additionnel à l'accord du 9 octobre 1997 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières concernant l'emploi transfrontalier d'aéronefs	12/04/2018
12	320	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement fédéral autrichien relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière	24/05/2018
13	321	Projet	AN	autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine portant sur l'application de l'accord du 18 septembre 2007 entre la Communauté européenne et la Bosnie-Herzégovine concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier	28/06/2018
14	322	Projet	AN	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine relatif à la mobilité des jeunes	28/06/2018
15	528	Projet	S	autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie et de la convention d'extradition entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sainte-Lucie	28/06/2018

16	599	Projet	S	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Chili relatif à l'emploi rémunéré des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat plurinational de Bolivie relatif à l'emploi salarié des membres des familles des agents des missions officielles de chaque Etat dans l'autre	28/06/2018
17	529	Projet	S	autorisant l'approbation de la convention sur le transfèrement des personnes condamnées entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou	26/09/2018
18	600	Projet	S	autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relatif à l'activité professionnelle salariée des personnes à charge des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre, de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Équateur sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles, et de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Pérou relatif à l'activité rémunérée des membres des familles des agents des missions officielles de chaque État dans l'autre	26/09/2018
19	811	Projet	S	autorisant la ratification de l'accord instituant la Fondation internationale UE-ALC	26/09/2018

Annexe XIV

Commissions mixtes paritaires

Texte	Date de nomination du Bureau	Sort de la commission mixte paritaire	Discussion en séance du rapport CMP ou nouvelle lecture en cas d'échec		Conclusion de la procédure
			AN	Sénat	
Projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme Pj S n° 104 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	09/10/2017	Adoption	11/10/2017	18/10/2017	18/10/2017 Adoption au Sénat
Projet de loi de finances rectificative pour 2017 Pj AN n° 363 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	10/11/2017	Échec	13/11/2017	14/11/2017	14/11/2017 Adoption à l'AN
Projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives l'énergie et à l'environnement Pj AN n° 155 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	21/11/2017	Échec	01/12/2017	18/12/2017	19/12/2017 Adoption à l'AN
Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 Pj AN n° 269 <i>Procédure accélérée</i>	22/11/2017	Échec	29/11/2017	01/12/2017	04/12/2017

Après 1 ^{ère} lecture					Adoption à l'AN
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-48 du 19 janvier 2017 relative à la profession de physicien médical et l'ordonnance n° 2017-50 du 19 janvier 2017 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le domaine de la santé Pj AN n° 7 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	05/12/2017	Échec	18/12/2017	25/01/2018	15/02/2018 Adoption à l'AN
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-644 du 27 avril 2017 relative à l'adaptation des dispositions législatives relatives au fonctionnement des ordres des professions de santé Pj AN n° 8 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	05/12/2017	Adoption	18/12/2017	20/12/2017	20/12/2017 Adoption au Sénat
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-717 du 3 mai 2017 portant création de l'établissement public Paris La Défense Pj S n° 113 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	06/12/2017	Adoption	14/12/2017	18/12/2017	18/12/2017 Adoption au Sénat
Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 Pj AN n° 234 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	13/12/2017	Échec	15/12/2017	19/12/2017	21/12/2017 Adoption à l'AN
Projet de loi de finances pour 2018 Pj AN n° 235 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	13/12/2017	Échec	15/12/2017	19/12/2017	21/12/2017 Adoption à l'AN
Projet de loi de finances rectificative pour 2017 (2) Pj AN n° 384 <i>Procédure accélérée</i>	18/12/2017	Échec	19/12/2017	20/12/2017	21/12/2017 Adoption à l'AN

Après 1 ^{ère} lecture					
Proposition de loi relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations Pj AN n° 310 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	19/12/2017	Adoption	21/12/2017	20/12/2017	21/12/2017 Adoption à l'AN
Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes et n° 2016-1060 du 3 août 2016 portant réforme des procédures destinées à assurer l'information et la participation du public à l'élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement Pj AN n° 11 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	20/12/2017	Adoption	07/02/2018	15/02/2018	15/02/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social Pj AN n° 237 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	31/01/2018	Adoption	06/02/2018	14/02/2018	14/02/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité Pj S n° 530 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	05/02/2018	Adoption	15/02/2018	14/02/2018	15/02/2018 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants Pj AN n° 391 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	13/02/2018	Adoption	15/02/2018	15/02/2018	15/02/2018 Adoption au Sénat

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques 2024 Pj AN n° 383 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	20/02/2018	Adoption	14/03/2018	15/03/2018	15/03/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2016-131 du 10 février 2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations Pj S n° 315 <i>Procédure accélérée</i> Après 2 ^e lecture	14/03/2018	Adoption	22/03/2018	11/04/2018	11/04/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi renforçant l'efficacité de l'administration pour une relation de confiance avec le public Pj AN n° 424 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	05/04/2018	Échec	26/06/2018	25/07/2018	31/07/2018 Adoption à l'AN
Projet de loi relatif à la protection des données personnelles Pj AN n° 490 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	06/04/2018	Échec	12/04/2018	19/04/2018	14/05/2018 Adoption à l'AN
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-1252 du 9 août 2017 portant transposition de la directive 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur Pj AN n° 368 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	19/04/2018	Échec	05/07/2018	25/07/2018	25/07/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen Pj AN n° 539 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	18/04/2018	Adoption	14/05/2018	23/05/2018	23/05/2018 Adoption au Sénat

Proposition de loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et aux communautés d'agglomération Pj AN n° 536 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	17/05/2018	Échec	05/07/2018	26/07/2018	31/07/2018 Adoption à l'AN
Proposition de loi relative à la protection du secret des affaires Pj AN n° 675 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	24/05/2018	Adoption	14/06/2018	21/06/2018	21/06/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire Pj AN n° 764 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	11/06/2018	Adoption	13/06/2018	14/06/2018	14/06/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense Pj AN n° 659 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	19/06/2018	Adoption	27/06/2018	28/06/2018	28/06/2018 Adoption au Sénat
Projet de loi pour une immigration maîtrisée et un droit d'asile effectif Pj AN n° 714 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	04/07/2018	Échec	26/07/2018	31/07/2018	01/08/2018 Adoption à l'AN
Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2017-157 du 9 février 2017 étendant et adaptant à la Polynésie française certaines dispositions du livre IV du code de commerce relatives aux contrôles et aux sanctions en matière de concurrence Pj S n° 859 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	04/07/2018	Adoption	12/07/2018	13/07/2018	13/07/2018 Adoption à l'AN

<p>Proposition de loi visant à garantir la présence des parlementaires dans certains organismes extérieurs au Parlement et à simplifier les modalités de leur nomination Pj AN n° 840 <i>Procédure accélérée</i> Après 1^{ère} lecture</p>	04/07/2018	Adoption	23/07/2018	26/07/2018	26/07/2018 Adoption à l'AN
<p>Projet de loi d'orientation et de programmation renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes Pj AN n° 778 <i>Procédure accélérée</i> Après 1^{ère} lecture</p>	23/07/2018	Adoption	01/08/2018	31/07/2018	01/08/2018 Adoption à l'AN
<p>Projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable Pj AN n° 627 <i>Procédure accélérée</i> Après 1^{ère} lecture</p>	10/07/2018	Échec	14/09/2018	25/09/2018	<i>En instance</i>
<p>Projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel Pj AN n° 904 <i>Procédure accélérée</i> Après 1^{ère} lecture</p>	16/07/2018	Échec	25/07/2018	30/07/2018	01/08/2018 Adoption à l'AN
<p>Proposition de loi relative à l'encadrement de l'utilisation du téléphone portable dans les établissements d'enseignement scolaire Pj AN n° 941 <i>Procédure accélérée</i> Après 1^{ère} lecture</p>	18/07/2018	Adoption	30/07/2018	26/07/2018	30/07/2018 Adoption à l'AN
<p>Projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique Pj AN n° 846 <i>Procédure accélérée</i> Après 1^{ère} lecture</p>	19/09/2018	Adoption	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Proposition de loi relative à la lutte contre les fausses informations Pj AN n° 799 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	26/09/2018	Échec	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>
Proposition de loi organique relative à la lutte contre les fausses informations Pj AN n° 772 <i>Procédure accélérée</i> Après 1 ^{ère} lecture	26/09/2018	Échec	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>	<i>En instance</i>

Annexe XV

Liste chronologique des scrutins

1. Scrutins secrets

Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN
07/11/2017	Élection de deux vice-présidents de l'Assemblée nationale
14/11/2017	Élection des juges titulaires et suppléants à la Cour de Justice de la République
16/01/2018	Élection d'un vice-président et d'un questeur de l'Assemblée nationale
17/07/2018	Élection d'un vice-président de l'Assemblée nationale
12/09/2018	Élection du Président de l'Assemblée nationale

2. Scrutins publics dans les salles voisines de la salle des séances à l'Assemblée nationale

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
483	18/04/2018	la déclaration du Gouvernement sur le projet de programme de stabilité pour 2018-2022 (application de l'article 50-1 de la Constitution)	368	169	17
1114	31/07/2018	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par M. Christian Jacob et 90 membres de l'Assemblée	143	-	-
1115	31/07/2018	la motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2, de la Constitution par MM. André Chassaigne, Jean-Luc Mélenchon, Mme Valérie Rabault et 59 membres de l'Assemblée	74	-	-

3. Scrutins publics sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger (art 35 de la Constitution)

Aucun scrutin public sur l'autorisation de prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger n'est intervenu au cours de la session 2017-2018.

4. Scrutins publics solennels

(scrutins publics décidés en Conférence des Présidents en application de l'article 65-1 du Règlement)

N° de scrutin	Date de la séance	OBJET DU SCRUTIN	Résultats		
			Pour	Contre	Abstention volontaire
138	03/10/2017	l'ensemble du projet de loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (première lecture)	415	127	19
139	10/10/2017	l'ensemble du projet de loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels et portant diverses dispositions relatives à l'environnement (première lecture)	388	92	70
183	24/10/2017	l'ensemble du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 (première lecture)	362	174	23
184	24/10/2017	la première partie du projet de loi de finances pour 2018 (première lecture)	365	172	24
208	31/10/2017	l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale (première lecture)	354	192	13
272	21/11/2017	l'ensemble du projet de loi de finances pour 2018 (première lecture)	356	175	27
314	28/11/2017	l'ensemble du projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre les mesures pour le renforcement du dialogue social (première lecture)	463	74	20
345	12/12/2017	l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 2017 (première lecture)	323	163	32
351	19/12/2017	l'ensemble du projet de loi relatif à l'orientation et à la réussite des étudiants (première lecture)	361	129	34
365	30/01/2018	l'ensemble du projet de loi pour un État au service d'une société de confiance (première lecture)	405	41	102
389	13/02/2018	l'ensemble du projet de loi relatif à la protection des données personnelles (première lecture)	505	18	24
407	20/02/2018	l'ensemble du projet de loi relatif à l'élection des représentants au Parlement européen (première lecture)	376	155	14
419	20/03/2018	l'ensemble du projet de loi organique relatif à la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie (première lecture)	537	2	0

433	27/03/2018	l'ensemble du projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025 et portant diverses dispositions intéressant la défense (première lecture)	389	37	137
477	17/04/2018	l'ensemble du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (première lecture)	454	80	29
578	22/04/2018	l'ensemble du projet de loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie (première lecture)	228	139	24
729	30/05/2018	l'ensemble du projet de loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine et durable (première lecture)	339	84	130
928	12/06/2018	l'ensemble du projet de loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (première lecture)	342	169	44
942	13/06/2018	l'ensemble du projet de loi pour un nouveau pacte ferroviaire (texte de la commission mixte paritaire)	452	80	27
974	19/06/2018	l'ensemble du projet de loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel (première lecture)	349	171	41
1171	26/09/2018	l'ensemble du projet de loi relatif à la lutte contre la fraude (première lecture)	497	36	5

Annexe XVI

Décisions du Conseil Constitutionnel

Conformité à la Constitution des lois organiques et des règlements des Assemblées parlementaires

(Application de l'article 61, alinéa premier, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Résolution adoptée le 11 octobre 2017 modifiant le règlement de l'Assemblée nationale	Président de l'Assemblée nationale 12.10.2017	2017-754 DC 26.10.2017	29.10.2017	Conformé
Résolution adoptée le 14 décembre 2017 pérennisant et adaptant la procédure de législation en commission	Président du Sénat 16.12.2017	2017-757 DC 16.01.2017	20.01.2018	Conforme
Loi organique relative à l'organisation de la consultation sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie	Premier ministre 21.03.2018	2017-764 DC 19.04.2018	20.04.2018	Conforme
Résolution adoptée le 6 juin 2018 relative aux obligations déontologiques et à la prévention des conflits d'intérêts des sénateurs	Président du Sénat 08.06.2018	2018-767 DC 05.07.2018	07.07.2018	Conforme avec réserves

Conformité à la Constitution des lois ordinaires

(Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi de finances rectificative pour 2017	Plus de 60 sénateurs et plus de 60 députés 15.11.2017 16.11.2017	2016-755 DC 29.11.2017	02.12.2017	Conforme
Loi de finances rectificative pour 2017 (2)	Plus de 60 députés 22.12.2017	2017-759 DC 28.12.2017	29.12.2017	Partiellement non-conforme

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Loi de financement de la sécurité sociale pour 2018	Plus de 60 députés 07.12.2017	2017-756 DC 21.12.2017	31.12.2017	Partiellement non-conforme
Loi de finances pour 2018	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 22.12.2017	2017-758 DC 28.12.2017	31.12.2017	Partiellement non-conforme
Loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 22.12.2017	2017-760 DC 22.01.2018	23.01.2018	Conforme
Loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants	Plus de 60 députés 23.02.2018	2018-763 DC 08.03.2018	09.03.2018	Conforme
Loi permettant une bonne application du régime d'asile européen	Plus de 60 sénateurs 23.02.2018	2018-762 DC 15.03.2018	21.03.2018	Conforme
Loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social	Plus de 60 députés 21.02.2018	2018-761 DC 21.03.2018	30.03.2018	Partiellement non-conforme
Loi relative à l'élection des représentants au Parlement européen	Plus de 60 députés 24.05.2018	2018-766 DC 21.06.2018	26.06.2018	Partiellement non-conforme
Loi relative à la protection des données personnelles	Plus de 60 sénateurs	2017-765 DC 12.06.2018	21.06.2018	Partiellement non-conforme
Loi relative à la protection du secret des affaires	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 26.06.2018 27.08.2018	2018-768 DC 26.07.2018	31.07.2018	Conforme
Loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 04.08.2018	2018-769 DC 04.09.2018	06.09.2018	Partiellement non-conforme
Loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie	Plus de 60 députés et plus de 60 sénateurs 06.08.2018 08.08.2018	2018-770 DC 06.09.2018	11.09.2018	Partiellement non-conforme

Caractère législatif ou réglementaire des textes de forme législative
 (Application de l'article 37, alinéa 2, de la Constitution)

Texte	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Nature juridique des mots « commissaire général à l'investissement » figurant au deuxième alinéa du paragraphe IV de l'article 8 de la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010	Premier ministre 17.10.2017	2017-270 L 10.11.2017	11.11.2017	Réglementaire
Nature juridique des mots « en Conseil d'Etat » figurant aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 521-16-1 du code de l'énergie et aux premier, quatrième, cinquième et sixième alinéas de l'article L. 521-16-2 du même code	Premier ministre 16.03.2018	2018-271 L 13.04.2018	14.04.2018	Réglementaire
Nature juridique des mots « en Conseil d'Etat » figurant au premier alinéa de l'article L. 2111-1 du code général des collectivités territoriales	Premier ministre 21.03.2018	2018-272 L 13.04.2018	14.04.2018	Réglementaire
Nature juridique de certaines dispositions des articles L. 3113-1 et L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 121-29 du code de l'urbanisme	Premier ministre 02.07.2018	2018-273 L 27.07.2018	31.07.2018	Législatif et réglementaire
Nature juridique de dispositions relatives à divers organismes	Premier ministre 06.07.2018	2018-274 L 27.07.2018	31.07.2018	Législatif et réglementaire

Conformité aux dispositions relatives aux études d'impact
 (Application de l'article 39 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Caractère législatif ou réglementaire des propositions de loi et amendements auxquels est opposée une fin de non-recevoir
 (Application de l'article 41 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Conformité à la Constitution des traités (Application de l'article 54 de la Constitution)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Dispositions relatives à la régularité de l'élection des députés (Application de l'article 59 de la Constitution)

L'ensemble des décisions relatives à la régularité de l'élection des députés est disponible à l'adresse suivante : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decisions/an>

Dispositions relatives aux obligations fiscales des députés (Application de l'article LO 136-4 du code électoral)

Aucune décision n'a été rendue durant la période couverte par le présent recueil

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Situation de M. Thierry Robert, député, au regard du respect de ses obligations fiscales	Président de l'Assemblée nationale, au nom du Bureau de cette assemblée 20.04.2018	2018-1 OF 06.07.2018	07.07.2018	Inéligible pour 3 ans

Dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer (Application des articles 74 et 74-1 de la Constitution)

Objet	Origine et date de la saisine	Numéro et date de la décision	Journal officiel	Décision
Demande au Conseil constitutionnel de constater que sont intervenues dans une matière ressortissant à la compétence de la Polynésie française diverses dispositions du code des transports	Président de la Polynésie française 29.05.2018	2018-12 LOM 27.07.2018	31.07.2018	- il n'y a pas lieu de se prononcer sur une partie de la demande ; - l'autre partie ne relève pas d'une matière de la compétence de la Polynésie française

Annexe XVII

Déclarations et débats

Tenus à la demande du Gouvernement

Date	Objet	Ministre	Fondement juridique	Suivi d'un vote
10/10/2017	Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat sur l'avenir de l'Union européenne	M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères	art. 50-1 C	Non
23/10/2017	Débat sur le prélèvement européen	Mme Nathalie Loiseau, ministre auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères	-	Non
16/04/2018	Déclaration du Gouvernement sur l'intervention des forces armées françaises en Syrie et débat sur cette déclaration	M. Édouard Philippe, Premier ministre	art. 35 al 2 C	Non
18/04/2018	Déclaration du Gouvernement sur le projet de programme de stabilité pour les années 2018-2022 suivie d'un débat et d'un vote sur cette déclaration	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics	art. 50-1 C	Oui
12/07/2018	Débat d'orientation sur les finances publiques 2018	M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances	art. 48 LOLF	non

Organisés par la Conférence des Présidents

Date	Objet	Ministre
07/02/2018	Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes	-
18/06/2018	Dépôt du rapport de la Cour des comptes sur le budget de l'État	-

Tenus à la demande des commissions permanentes

Aucun débat tenu à la demande des commissions permanentes sur la période couverte par le présent recueil.

Tenus à la demande des groupes politiques

Date	Organe demandeur	Objet	Ministre
20/02/2018	LaREM	Débat sur la couverture numérique du territoire	M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre de la cohésion des territoires M. Mounir Mahjoubi, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé du numérique
21/02/2018	SOC	Débat sur la régulation des jeux d'argent et de hasard	M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics
03/04/2018	FI	Débat sur les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé

Annexe XVIII

Engagements de responsabilité et censure (article 49 de la Constitution)

1. Engagements de responsabilité

Aucun engagement de responsabilité durant la session 2017-2018.

2. Motions de censure

Dépôt	Prise d'acte	Auteurs	Objet	Conférence des Présidents	Date du vote	Majorité requise	Pour
26.07.2018 (17 h 50)	26.07.2018 18 h 30	JACOB Christian (LR) et 90 membres	Évènements survenus à l'occasion de la manifestation parisienne du 1er mai 2018	Jeudi 26.07.18	Mardi 31.07.18	289	143
27.07.2018 (16 h 37)	30.07.2018 20h40	CHASSAIGNE André (GDR), MÉLENCHON Jean-Luc (FI), RABAULT Valérie (NG) et 59 membres de l'Assemblée	Évènements survenus à l'occasion de la manifestation parisienne du 1er mai 2018	Mardi 31.07.18	Mardi 31.07.18	289	74

Annexe XIX

Questions sur une thématique ministérielle

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
16/01/2018	MODEM	Aménagement du territoire et revitalisation des centres-villes et centres-bourgs : services publics, services de proximité, commerces	M. Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires
16/01/2018	UDI-AGIR	Politique nationale du logement	M. Julien Denormandie, secrétaire d'État auprès du ministre chargé de la cohésion des territoires
16/01/2018	LR	Politique environnementale du Gouvernement	M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
16/01/2018	FI	Éducation et recrutement des enseignants	M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale
17/01/2018	LaREM	Enseignement du premier degré	M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale
17/01/2018	SOC	Politique du Gouvernement à l'égard des migrants	M. Gérard Collomb, ministre de l'intérieur
17/01/2018	GDR	Situation des hôpitaux	Mme Agnès Buzyn, ministre des solidarités et de la santé
20/02/2018	LR	Politique judiciaire et pénitentiaire	Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice
21/02/2018	MODEM	Politique économique en outre-mer	Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer
21/02/2018	UDI-AGIR	Politique nationale en matière de sécurité routière et d'aménagement des infrastructures de transports	M. Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire

Date	Groupe demandeur	Objet	Ministre interrogé
22/02/2018	FI	Stratégie de sortie du nucléaire	M. Nicolas Hulot, ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
22/02/2018	GDR	Évolution de la situation au Moyen-Orient et reconnaissance de l'État palestinien	M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères
03/04/2018	LR	Politique du Gouvernement en matière de pouvoir d'achat des Français	M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics
04/04/2018	MODEM	Questions sur le financement de l'aide publique au développement	M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères
04/04/2018	UDI-AGIR	Questions sur le financement des grandes infrastructures	Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire
04/04/2018	SOC	Questions sur le programme de privatisations du Gouvernement	M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances
04/04/2018	GDR	Questions sur la politique et l'emploi industriels	Mme Delphine Gény-Stephann, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances
09/05/2018	FI et GDR	Questions sur la réforme de nos institutions	Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice
18/06/2018	FI	Questions sur les annulations de crédits en 2017	M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics

Annexe XX

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales et écrites

Répartition des réponses ministérielles aux questions orales

Ministères	QG	QOSD ⁽⁸⁶⁾
Premier ministre : M. Édouard Philippe	107	0
Action et comptes publics : M. Gérald Darmanin	42	14
Action et comptes publics (secrétariat d'État) : M. Olivier Dussopt ⁽⁸⁷⁾	25	1
Affaires européennes : Mme Nathalie Loiseau	40	2
Agriculture et alimentation : M. Stéphane Travert	44	14
Armées : Mme Florence Parly	13	8
Armées (secrétaire d'État) : Mme Geneviève Darrieussecq	6	1
Cohésion des territoires : M. Jacques Mézard	35	13
Cohésion des territoires (secrétaire d'État) : M. Julien Denormandie	23	2
Culture : Mme Françoise Nyssen	13	6
Économie et finances : M. Bruno Le Maire	59	34
Économie et finances : M. Benjamin Griveaux puis Mme Delphine Gény-Stephann ⁽⁸²⁾	15	0
Éducation nationale : M. Jean-Michel Blanquer	59	40
Égalité femmes hommes (secrétaire d'État) : Mme Marlène Schiappa	18	0
Enseignement supérieur, recherche et innovation : Mme Frédérique Vidal	23	7
Europe et affaires étrangères : M. Jean-Yves Le Drian	47	0
Europe et affaires étrangères (secrétaire d'État) : M. Jean-Baptiste Lemoyne	17	0
Intérieur : M. Gérard Collomb	76	41
Intérieur (ministre auprès du ministre) : Mme Jacqueline Gourault	25	3
Justice : Mme Nicole Belloubet	32	28
Numérique (secrétaire d'État) : M. Mounir Mahjoubi	7	3
Outre-mer : Mme Annick Girardin	18	2
Personnes handicapées (secrétaire d'État) : Mme Sophie Cluzel	22	5
Porte-parole du Gouvernement (secrétaire d'État) : M. Benjamin Griveaux ⁽⁸²⁾	24	0
Relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement puis relations avec le Parlement (secrétaire d'État) : Christophe Castaner ⁽⁸²⁾	35	0
Solidarités et santé : Mme Agnès Buzyn	104	50
Sports : Mme Laura Flessel puis Mme Roxana Maracineanu ⁽⁸⁸⁾	6	3
Transition écologique et solidaire : M. Nicolas Hulot puis M. François de Rugy ⁽⁸³⁾	45	37
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État) : M. Sébastien Lecornu	7	1
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État) : Mme Brune Poirson	25	2
Transports (ministre auprès du ministre d'État) : Mme Élisabeth Borne	42	61
Travail : Mme Muriel Pénicaud	29	9
Total	1 083	387

⁸⁶ Il s'agit des ministres interrogés et non des ministres au banc.

⁸⁷ Décret du 24 novembre 2017.

⁸⁸ Décret du 4 septembre 2018.

Répartition des réponses ministérielles aux questions écrites

Départements ministériels	Nombre de réponses
Premier ministre	39
Action et comptes publics	356
Action et comptes publics (secrétariat d'État) ⁽⁸⁹⁾	19
Affaires européennes (ministre auprès du ministre)	42
Agriculture et alimentation	736
Armées	123
Armées (secrétariat d'État)	143
Cohésion des territoires	153
Cohésion des territoires (secrétariat d'État)	32
Culture	163
Économie et finances	735
Économie et finances (secrétariat d'État)	49
Éducation nationale	453
Égalité femmes hommes (secrétariat d'État)	76
Enseignement supérieur, recherche et innovation	70
Europe et affaires étrangères	274
Europe et affaires étrangères (secrétariat d'État)	11
Intérieur	616
Intérieur (ministre auprès du ministre)	7
Justice	341
Numérique (secrétariat d'État)	34
Outre-mer	30
Personnes handicapées (secrétariat d'État)	128
Porte-parole du Gouvernement (secrétariat d'État) ⁽⁸⁴⁾	0
Relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement puis relations avec le Parlement ⁽⁸⁴⁾	5
Solidarités et santé	1 629
Sports	160
Transition écologique et solidaire	534
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État auprès du ministre d'État, M. Lecornu)	10
Transition écologique et solidaire (secrétaire d'État auprès du ministre d'État, Mme Poirson)	11
Transports	259
Travail	261
Total	7 499

⁸⁹ Décret du 24 novembre 2017.